

INpreCOR

Numéro 349 du 27 mars au 9 avril 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

Tchécoslovaquie : Au grand bazar de la privatisation



- CEI : Les raisons de la colère
- Brésil : La grande récession
- Europe : Mobilisations antiracistes

3
TCHECOSLOVAQUIE
La privatisation par coupons
Adam NOVAK

5
Syndicats en quête d'identité
Adam NOVAK

8
CEI
Les raisons de la colère
David SEPPO

14
BRESIL
Chronique d'une tragédie
Eduardo ALBUQUERQUE

19
DEBATS
L'histoire reprendra son cours
Phil HEARSE

21
CHINE
Les "déviations" de marché
Livio MAITAN

23
Dans les geôles de Deng
Gregor BENTON

24
Le combat continue
Interview de Liu SHANQING

25
ETAT ESPAGNOL
Gitans, immigrés...
Paco TORRES

26
BELGIQUE
Pari réussi
Vincent SCHELTENS

27
Antiracisme
DANEMARK — PAYS-BAS

28
MEXIQUE
Une "sale" affaire
Alfonso MORO

TUNISIE

Soutien aux prisonniers politiques

Le rapport d'Amnesty International de mars 1992 sur la Tunisie révèle qu'au moins 8 000 personnes, sympathisantes présumées d'Ennahda ont été arrêtées depuis septembre 1990. Mais, comme nous l'écrivions dans le numéro 347 d'*InpreCOR* du 28 février 1992, la répression du régime de Ben Ali touche aussi les organisations de gauche et le mouvement démocratique dans son ensemble.

Dix militants de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR, section tunisienne de la IVe Internationale) ont été condamnés à des peines allant de trois à treize mois de prison ferme. Il s'agit de Mohamed Kamel Cherni (condamné à 13 mois) ; Fathi Salaaoui (11 mois) ; Noureddine Selmani (11 mois) ; Noureddine Saidi (11 mois) ; Habib Souihi (11 mois) ; Jejel Zoghلامي (11 mois) ; Jejel Tlili (11 mois) ; Rafik Tlili (11 mois) ; Charfeddin Mselmi (3 mois) ; Imed Zoghلامي (3 mois).

Tous ont été inculpés d'appartenance à une organisation illégale, de diffusion de tracts sans autorisation et d'atteinte à la sécurité publique, et ont fait appel de leur jugement. ★

Vous pouvez envoyer vos protestations contre ce jugement, en écrivant à :
Ministre de l'Intérieur, avenue Habib Bourguiba — Tunis.
(Envoyer une copie à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, fax : 216 1 79 54 66).

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement ☐ **Réabonnement** ☐
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



La privatisation par coupons

LES FONDS d'investissement des privatisations (FIP) introduiront en Tchécoslovaquie certains des traits les plus modernes du capitalisme. Des managers professionnels dirigeront les fonds, en collaboration avec les dirigeants de compagnies ; les spéculateurs des marchés de capitaux internationaux pourront faire des comparaisons entre les résultats et les risques d'un portefeuille d'actions tchécoslovaque et ceux d'un fonds kenyan ou thaïlandais. De nombreux FIP comptent déjà sur des financements étrangers — des banques autrichiennes, comme la Creditanstalt et la Volksbank, gèrent des fonds à travers leurs filiales tchécoslovaques.

Beaucoup de citoyens se sont inscrits pour participer à la privatisation par coupons et, à l'automne 1992, ils devraient savoir de quelles firmes ils sont actionnaires — eux-mêmes ou le FIP qui les représente. En théorie, les citoyens devraient pouvoir contrôler les nouvelles compagnies lors de réunions d'actionnaires ; en réalité, la grande majorité d'entre eux restera passive, alors que les fonds et les banques, contrôlant environ 10 % du total, joueront un rôle disproportionné.

Tel est le but principal de la privatisation par coupons. L'Etat transfère ses propriétés à des gestionnaires de type capitaliste, seulement motivés par le profit. Les gestionnaires actuels des entreprises d'Etat opposés à cette opération ont été neutralisés car le gouvernement les a encouragés à rédiger eux-mêmes les plans de privatisation de leur entreprise, et à constituer leurs propres fonds.

Les investisseurs étrangers sont déjà en contact avec les différents fonds et les dirigeants d'entreprises, ils pourront acheter directement des parts à la population, sans avoir besoin de l'accord de l'Etat. Le gouvernement fédéral espère que cette libéralisation des conditions d'investissement attirera des capitaux aujourd'hui placés en Pologne et en Hongrie, et permettra à des

Le gouvernement tchécoslovaque pense avoir trouvé le moyen d'introduire le capitalisme sans capitaux : un sixième de la propriété d'Etat va être distribué aux citoyens en échange de coupons. Malgré les beaux discours sur la création d'un "capitalisme populaire", la plupart des citoyens vont confier leurs parts à des "fonds de privatisation", détenus par des capitaux provenant de la bureaucratie, du marché noir ou de l'étranger. Le gouvernement espère profiter des illusions de la population vis-à-vis de la propriété. Mais ce type de privatisation représente un grand saut dans l'inconnu. Le Parti communiste et les syndicats ont déjà créé leurs propres fonds de privatisation, pour tenter de protéger l'emploi et de développer l'autogestion.

Adam NOVAK

firmes de taille moyennes autrichiennes et allemandes d'investir dans les régions frontalières.

L'élite tchèque a accepté que cette internationalisation la transforme en couche *comprador*, gérant le territoire pour des propriétaires étrangers. Pour l'instant, 80 % des investissements proviennent de compagnies

plus désespérée. Le chômage frappe 14 % de la population active — contre 4 % dans les Pays tchèques — la bureaucratie veut développer les investissements d'Etat pour protéger les industries clés. Les Slovaques sont également furieux de la décision du gouvernement de Prague de fermer l'industrie d'armement (dont les deux-tiers se trouvent en Slovaquie) à la demande d'importants investisseurs dans la République

tchèque (mais pas en Slovaquie !), la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis — les plus grands exportateurs d'armes du monde !

Escroqueries légales

Le marché tchécoslovaque balbutiant ne dispose même pas des garde-fous restreints qui existent en Grande-Bretagne ou en Australie. Aucune loi n'oblige les dirigeants des fonds à veiller honnêtement aux intérêts de leurs clients. Les banques peuvent utiliser des renseignements confidentiels sur les compagnies pour en devenir propriétaires à travers leurs fonds, ou émettre des prêts non garantis à des entreprises dont elles détiennent des parts. Les dirigeants des entreprises d'Etat peuvent utiliser leurs fonds d'entreprise pour bâtir des empires parallèles pour leur propre bénéfice. Parmi la masse des petits fonds non réglementés, certains sont gérés par des escrocs qui

abuseront de ceux qui leur ont fait confiance.

Le simple transfert de propriété ne contribuera en rien à changer la situation de l'industrie tchécoslovaque — obsolète, non compétitive, et dépourvue de clients, depuis que le gouvernement a rompu tous ses liens commerciaux traditionnels avec l'ancienne Union soviétique et l'Europe de l'Est.

Quel que soit le système économique ou



autrichiennes et allemandes. Le danger d'une partition entre les républiques tchèque et slovaque vient de plus en plus des dirigeants tchèques, pour qui la Slovaquie représente un frein pour leur "retour à l'Europe" et dans l'espace économique européen et allemand (1).

La capitale slovaque, Bratislava, à une heure de Vienne, est en train de devenir une plaque tournante de services pour le capital et les consommateurs autrichiens. Mais la situation du reste de la Slovaquie est bien

1) Voir *Inprecor* n° 342 du 6 décembre 1991.

politique en place, la restructuration industrielle tchécoslovaque traversera un processus long et coûteux. Dans les conditions de marché libre effréné actuellement en vigueur, les estimations les plus optimistes prévoient que 20 % des firmes feront faillite en 1992, et que seulement 35 % survivront encore dans cinq ans. Le gouvernement fédéral estime que l'inflation sera de 12 % en 1992, et que la baisse de 10 % du produit national brut (PNB) enregistrée en 1991 devrait être multipliée par deux.

Dans de telles conditions, la privatisation rapide engagée par le gouvernement accélérera l'effondrement de l'industrie, et peut se transformer en bombe à retardement politique. Les FIP, en tant que propriétaires privés, préféreront fermer des usines plutôt que perdre de l'argent. Ils privilégieront sans doute la spéculation en bourse et immobilière au détriment de la lourde tâche de la reconstruction. Certains conseillers ministériels ont déjà signalé que la contraction de l'industrie gérée par les fonds serait si forte que l'Etat devra procéder à des renationalisations pour éviter des fermetures en masse, des coupures d'électricité et des grèves. Les dirigeants européens des FIP prévoient que seuls 30 à 60 % des fonds tiendront plus de deux ans. Les actionnaires qui verront "leur part" de propriété nationale disparaître quasiment aussitôt après l'avoir reçue, et qui n'ont jamais été prévenus des dangers qu'ils encouraient en plaçant toutes leurs économies dans les FIP, seront cruellement déçus par les réformes.

Les boues émissaires

Le gouvernement est conscient de ces risques, mais il les accepte, uniquement préoccupé, à court terme, par les élections de juin 1992. Le dernier scrutin, en 1990, fut, en fait, un référendum sur la "révolution de velours" de 1989. Jusqu'à présent, la politique pro-capitaliste du gouvernement de Vaclav Klaus n'a jamais été ratifiée par une élection. La droite a besoin de démontrer que la privatisation est irréversible et que les bénéfices en sont largement répartis. C'est ce qui explique la précipitation, et l'annonce incroyable faite par le ministre des Privatisations, selon laquelle 1 000 couronnes de coupons (2) en vaudraient 120 000 dans deux ans. En réalité, le nombre de firmes privatisées par coupons au bord de la banqueroute est si important que les banquiers occidentaux ont déclaré aux Tchécoslovaques qu'ils devraient s'estimer heureux s'ils peuvent revendre leurs coupons pour 30 000 couronnes d'ici trois ans.

Les élites politiques tchèques et slovaques envisagent de plus en plus d'adopter une stratégie autoritaire pour gérer la crise. La criminalisation de la propagande commu-

niste et de la "haine de classe" (3) a été suivie de la démission du procureur fédéral, Ivan Gasparovic, qui a déclaré qu'il n'existait aucun cadre légal permettant d'engager des poursuites massives contre les anciens stalinien, et qui a refusé de signer les nouvelles lois qu'il juge contraires à la Constitution. Les forces qui soutiennent cette politique, dite de la Lustrace, sont le Parti démocratique civique tchèque de Vaclav Klaus et l'Alliance démocratique civique du ministre de l'Economie fédéral, Vladimir Dlouhy, et du ministre des Privatisations tchèque, Tomas Jezek. La presse et les sponsors industriels de la République tchèque ont déserté le Mouvement civique, dirigé par d'anciens dissidents tels Jiri Dienstbier, soutenu de manière non officielle par le président Havel, et dont sont issus la plupart des membres du gouvernement actuel.

Quel avenir pour les "fonds de gauche" ?

Après une opposition initiale à la privatisation par coupons, le Parti communiste morave et tchèque (l'un des plus grands PC d'Europe, soutenu par 11 % des électeurs) affirme aujourd'hui que les travailleurs doivent y prendre part, et certains de ses membres ont créé un Fonds national d'investissements tchèque et morave. Des représentants du Syndicat des mineurs, des travailleurs de la chimie et des métallurgistes slovaques ont créé des fonds différents pour chaque secteur de l'économie à travers la banque Bohemia Banka qui leur appartient pour, selon eux, éviter la domination du capital étranger, protéger l'emploi, et explorer tous les moyens d'augmenter l'investissement des travailleurs et leur participation aux décisions. A travers leurs campagnes de publicité, basées sur des réseaux militants plus que sur des spots télévisés, les responsables des "fonds de gauche" pensent qu'ils attireront un nombre suffisant de détenteurs de coupons pour pouvoir siéger dans les conseils d'administration d'un grand nombre de compagnies nouvellement privatisées.

Cela peut être à l'origine de nombreux problèmes. Les fonds "progressistes" seront confrontés aux questions de profit, de salaires, et de discipline, tels que les définit le système capitaliste, et au sein du marché libre. Un fonds syndical licenciera-t-il des travailleurs détenteurs d'actions ? Le fonds communiste négociera-t-il des prêts avec des banques suisses ? Les fonds feront-ils des affaires avec des compagnies qui travaillent avec l'Afrique du Sud ? Si la réponse à ces questions est négative, alors comment survivront-ils dans la crise économique qui va croissant ? A quel point oseront-ils être différents ?

Ces fonds doivent absolument laisser leur stratégie ouverte à la discussion et aux changements introduits par les actionnaires eux-mêmes. Ceux-ci doivent être conscients d'appartenir à un mouvement autogestionnaire. Les fonds autogestionnaires n'offriront jamais le même niveau de dividendes que ceux des grandes banques commerciales — il serait irresponsable de prétendre le contraire.

Les militants qui sont à l'origine des fonds d'autogestion tchécoslovaques pensent que la privatisation ne peut pas être laissée aux capitalistes et aux bureaucrates. Ils espèrent arracher assez de pouvoir pour proposer quelques améliorations aux travailleurs, même si l'économie reste capitaliste. On trouve là de nombreux parallèles avec les mouvements coopérateurs d'autres pays, et on peut donc s'attendre aux mêmes problèmes.

Dans la nouvelle Tchécoslovaquie, les décisions sur les crédits et les investissements seront prises en fonction du critère capitaliste du profit. Rien ne favorisera les projets d'investissement visant à créer des emplois, à produire des biens socialement utiles ou à développer la démocratie économique. Prendre des responsabilités en matière d'emploi et de production dans une telle situation signifie à terme que l'autogestion pourra être accusée des suppressions d'emplois qui en résulteront. Sans contrôler les allocations de crédit, et en l'absence de programmes de dépenses de l'Etat visant à répondre aux nécessités de base, il sera difficile de diriger les usines autrement que les bureaucrates ou les capitalistes.

De nombreux travailleurs restent déçus envers les fonds autogestionnaires. Le nombre de ceux qui désirent investir leurs coupons dans les compagnies où ils travaillent est passé de 65 %, à la mi-1991, à moins de 15 % aujourd'hui. Les travailleurs riposteront sans doute à la restructuration de leur lieu de travail en organisant des syndicats et des grèves. Les actionnaires ouvriers n'agiront peut-être pas très différemment des autres, et ceux qui perdent leur emploi n'accepteront pas leur sort au nom de l'autogestion. Le mouvement ouvrier a besoin de s'organiser et d'éduquer ceux qui seront confrontés aux résultats de la privatisation afin de pouvoir s'opposer à ses pires effets. L'autogestion peut servir d'argument pour montrer qu'on pourrait résoudre les choses autrement, mais elle ne deviendra pas une alternative viable sans un mouvement ouvrier puissant. ★

Prague, 18 mars 1992

2) 1 000 couronnes équivalent à 35 dollars.

3) Voir *Inprecor* n° 339 et 347 des 25 octobre 1991 et 28 février 1992.

Syndicats en quête d'identité

Après l'effondrement du régime néostalinien de Gustav Husak, en novembre 1989, les vieux syndicats officiels tchécoslovaques ont aussi disparu. Aujourd'hui, les syndicats réformés sont confrontés aux nouveaux problèmes des réformes pro-capitalistes du gouvernement (voir *Inprecor* n° 338 et 342 des 11 octobre et 6 décembre 1991).

Adam NOVAK

LES ANCIENS syndicats tchécoslovaques ont disparu avec le système qui les avait créés. Les associations de travailleurs des entreprises furent l'un des piliers de la "révolution de velours" de 1989. Elles se sont ensuite rassemblées pour fonder l'Association nationale des comités de grève, qui a réussi à imposer la dissolution des vieux syndicats, et qui a récupéré leurs bâtiments et leurs ressources pour fonder de nouveaux syndicats, au début 1991 (1).

La plupart des syndicats de Tchécoslovaquie appartiennent à la Confédération tchécoslovaque des Associations de syndicats (CS-KOS) (2), qui compte environ 5 250 000 membres et regroupe 41 syndicats (3).

Bien qu'elles aient bénéficié des ressources des anciens syndicats d'Etat, les nouvelles formations tchèques (4) sont très faibles. Dans l'ensemble, les travailleurs ne

sont pas convaincus de leur utilité. Beaucoup de gens payent leurs cotisations, mais rares sont ceux qui s'identifient à leur syndicat et qui y sont actifs (voir l'encadré en p. 7). Seuls quelques uns les voient comme un outil pour défendre leurs intérêts. Dans les entreprises, les sections syndicales sont généralement très faibles.

L'exception la plus importante est le syndicat des mineurs, des transports et de la mécanique (Kovo) (5). Dans ces secteurs, un militantisme local important a transformé les syndicats en de véritables représentants des travailleurs, avec de vraies sections dans les entreprises et un soutien ouvrier réel. C'est à l'initiative de Kovo que, durant le printemps 1991, environ 500 000 signatures ont été recueillies en trois semaines pour protester contre la remise en cause des droits des travailleurs.

Pari des privatisations et...

Les syndicats sont d'accord avec le gouvernement quant à la nécessité de créer un marché du travail. Ils acceptent la disparition de la loi qui, sous le précédent régime, leur octroyait un droit de veto sur les licenciements. Ils insistent sur le fait que le licenciement de ceux qui ne veulent pas travailler améliorera le climat dans les entreprises et fera augmenter les revenus de ceux qui y restent. Cependant, ils ont rejeté les affirmations du gouvernement qui prétend que la différence entre les salaires et l'allocation chômage est trop faible. Les syndicats veulent que la motivation au travail soit encouragée par des méthodes autres que la pauvreté et la peur du chômage.

CS-KOS a obtenu que le salaire minimum soit fixé à 2 100 couronnes, alors que le gouvernement en proposait 1 600. Cependant, les syndicats ont accepté sans rechigner le principe selon lequel les salaires n'augmenteront que « quand l'économie le permettra ». Or, aujourd'hui, on peut acheter moins de choses avec 2 100 couronnes qu'avec 1 600 à l'époque où le salaire minimum a été instauré. La première proposition des syndicats — maintenir des prix subventionnés grâce à une taxe sociale retenue sur les salaires — a été totalement abandonnée ; le gouvernement peut maintenant décider en toute liberté quels prix il soutient ou non.

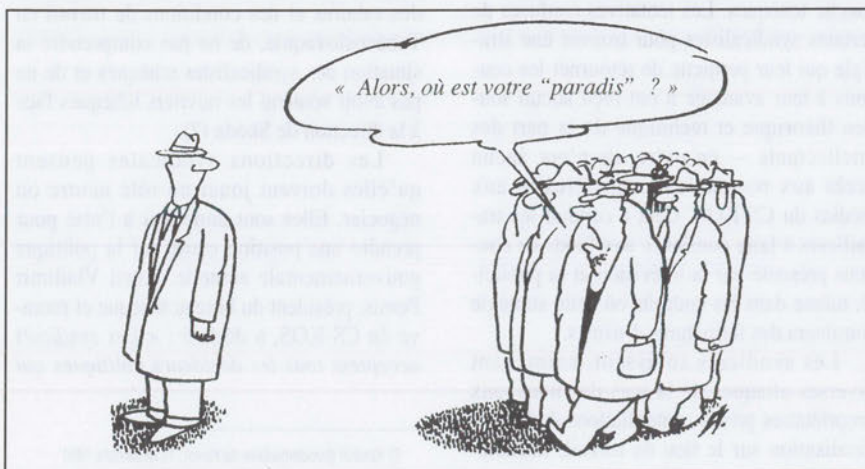
... peur du chômage

CS-KOS a demandé au gouvernement de mettre en place un programme efficace de création de postes de travail pour assurer le plein emploi. Selon le vice-président du CS-KOS : « De nombreuses propositions existant sur le papier n'ont pas été appliquées. Il n'existe pas de réel programme pour l'emploi, viable pour les différentes régions. Nous exigeons une politique régionale de l'emploi car le chômage a surtout un caractère régional. On le voit bien en Moravie du Nord ou en Slovaquie.

» La politique de l'emploi doit être acceptée par les différentes régions et par toutes les branches de l'industrie. (...) Pour l'instant, il n'y a pas eu de licenciements massifs, mais cela ne va pas tarder à cause des privatisations. Nous devons y être prêts. Dans certaines régions de la République, la création d'emplois ne sera possible que s'il y a des investissements. Si le gouvernement ne trouve pas de moyens financiers, aucun emploi ne sera créé » (6).

Les syndicats ont longtemps limité leurs protestations contre la politique de l'emploi du gouvernement à des critiques dans la presse. Mais il est clair aujourd'hui que le gouvernement entend laisser le taux de chômage de la République tchèque dépasser 10 % (18 % en Slovaquie), ce qui obligera sans doute les syndicats à changer d'argumentation.

La direction syndicale cherche à devenir un partenaire sérieux pour les politiques sociales du gouvernement. Or, dans la plupart des cas, ce dernier ignore les syndicats



1) *International Labour Reports* n° 38 et 40, 1990.

2) En avril 1991, le CS-KOS est entré dans la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Il participe activement au Forum européen des syndicats et il négocie son entrée dans la Confédération européenne des syndicats (CES).

3) Il existe également un Syndicat des arts et de la culture, le KUK, regroupant environ 30 000 membres.

4) Cet article ne traite pas en détail de la situation de la Slovaquie.

5) Kovo est, en taille, le second syndicat libre en Europe, après l'IG-Metall allemand. Il compte environ 1 million de membres et organise un syndiqué sur six en Tchécoslovaquie.

6) *Sondy*, 12 décembre 1991.

quand il s'agit de définir la politique sociale ; les syndicats commencent donc à le critiquer de plus en plus.

Les syndicats avaient accepté, tant avant qu'après les décisions du gouvernement, que certains budgets sociaux resteraient ouverts et que d'autres seraient supprimés. Il n'est donc guère surprenant qu'ils se retrouvent maintenant dans une situation où ils ne peuvent que proposer une version plus sociale et un peu plus douce de cette politique sociale agressive.

L'"arnaque"

Quand, durant l'automne 1990, des conflits sociaux ont éclaté, pour la première fois depuis la "révolution", le gouvernement a changé de stratégie : cessant d'ignorer les syndicats, il s'est mis à les consulter sur le meilleur moyen d'arriver à un "consensus social". Cela a amené la création des "conseils de consensus social", où les travailleurs, les patrons et le gouvernement sont représentés dans le but, entre autres, de parvenir à un accord global sur les augmentations salariales.

Les syndicats et la population ont vu dans ce plan un engagement garantissant l'application de hausses salariales minimum, censées assurer une compensation à l'augmentation des prix de 50 %. Mais, au moment où les prix ont augmenté, le gouvernement a déclaré que son plan n'était pas obligatoire pour les dirigeants d'entreprises. La plupart des travailleurs n'ont donc pas bénéficié de ces hausses de salaires.

En janvier 1992, les syndicats slovaques ont pressé leur gouvernement pour obtenir la liste des catégories de travailleurs n'ayant pas bénéficié d'une augmentation salariale d'au moins 10 % en 1991. Le gouvernement slovaque a promis de fournir « une aide indirecte, non financière » aux firmes concernées, de manière à ce qu'elles puissent pratiquer des augmentations salariales.

Dans la République tchèque, il n'y a même pas eu une initiative modeste de ce type. Les syndicats continuent à s'aligner sur le consensus social, alors que le gouvernement abuse cyniquement de cette notion. Ils espèrent que l'aggravation des disparités sociales obligera le gouvernement à les accepter en tant que partenaires, et ils défendent le consensus général dans l'espoir que cela leur soit utile dans l'avenir.

Les syndicats expliquent que la privatisation ne doit pas constituer un but en soi, mais qu'elle doit servir à améliorer l'efficacité. Les unions syndicales locales sont souvent favorables à une restructuration sans privatisation. Mais comme les syndicats

n'ont développé aucune proposition alternative aux privatisations, ils se retrouvent souvent obligés de gérer les détails et le calendrier des privatisations. Dans les rares cas où les travailleurs ont proposé leurs propres plans pour privatiser des entreprises sous la forme de coopératives de salariés, ils ont été soutenus par les syndicats.

Certains journaux syndicaux ont demandé à leurs lecteurs de participer à la privatisation par coupons (voir l'article en p. 3) et d'investir dans le fonds de coupons de leur secteur. Certains syndicats locaux ont soutenu des plans de gestion où il est prévu que les travailleurs ne recevront qu'une part minoritaire de leur entreprise. Les syndicats ont à peine réfléchi à la façon dont les sala-



riés pourraient participer à la privatisation générale par coupons, et s'ils devaient y prendre part. Mais, cela peut changer ; aujourd'hui, un fonds de privatisation, soutenu par le Parti communiste tchèque est prêt à acheter des parts et avance des revendications sur la cogestion ouvrière et sur des initiatives de salariés.

L'idée selon laquelle les travailleurs eux-mêmes devraient prendre en main la direction des entreprises a été peu soutenue par les syndicats, et ne joue qu'un rôle secondaire pour les travailleurs et pour la gauche tchèque. Les tentatives confuses de certains syndicalistes pour trouver une stratégie qui leur permette de retourner les coupons à leur avantage n'ont reçu aucun soutien théorique et technique de la part des intellectuels — en outre, ils n'ont aucun accès aux ressources financières ni aux médias du CS-KOS. Cela a conduit les travailleurs à faire confiance aux fonds de coupons présenté par la télévision et la publicité, même dans les endroits où cette stratégie entraînera des fermetures d'usines.

Les syndicats subissent maintenant diverses attaques de la part des nouveaux propriétaires privés : interdictions de la syndicalisation sur le lieu de travail, licenciements de militants syndicaux, etc.

La plupart des membres du CS-KOS pensent que, dans l'ensemble, la situation légale actuelle garantit les droits syndicaux mais que les gestionnaires capitalistes (et souvent de l'Etat) ne les appliqueront que si les syndicalistes les y obligent.

Les syndicats ne sont pas hostiles à la propriété privée en tant que telle. Selon Andreï Rady, du Syndicat des traducteurs : « Notre point de départ est par essence différent de celui des syndicats occidentaux. Ici, (et je parle depuis ici et non depuis l'Ouest), nous avons besoin d'un renforcement du secteur privé. Il est bien plus simple de traiter avec un employeur, qui représente le capital étranger et qui connaît la valeur du partenariat avec les syndicats.

Ce serait plus facile que de trouver une base concrète de négociations avec ces bureaucrates oisifs, dont la plupart sont en place depuis l'ancien régime. »

Quand les travailleurs de l'usine automobile Skoda, à Mlada Boleslav, ont appris le projet de vente de leur usine à Renault-Volvo, ils ont menacé de faire grève pour s'assurer qu'elle serait vendue à Volkswagen ! De nombreux syndicalistes tchécoslovaques croyaient, et croient encore, que l'investissement étranger assurera la survie de leur entreprise, tout comme l'intégration au marché occidental leur permettra d'obtenir les niveaux de salaire et les conditions de travail de l'Ouest.

Des lendemains qui déchantent

Six mois après que Volkswagen ait pris le contrôle de Skoda, les discussions avec la direction allemande n'ont toujours pas permis d'obtenir une amélioration des conditions de travail et de production. Il existe aussi un profond ressentiment vis-à-vis des syndicats ouest-allemands de Volkswagen, accusés de s'être opposés à une amélioration des salaires et des conditions de travail en Tchécoslovaquie, de ne pas comprendre la situation des syndicalistes tchèques et de ne pas avoir soutenu les ouvriers tchèques face à la direction de Skoda (7).

Les directions syndicales pensent qu'elles doivent jouer un rôle neutre ou négocier. Elles sont donc mal à l'aise pour prendre une position claire sur la politique gouvernementale actuelle. Ainsi Vladimir Petrus, président du bureau tchèque et morave du CS-KOS, a déclaré : « Les syndicats acceptent tous les décideurs politiques qui

7) Kovack (hebdomadaire de Kovo), 13 décembre 1991

travaillent de manière efficace et professionnelle. Nous ne critiquerons aucun ministre à cause de ses positions politiques. On a dit beaucoup de choses sur le ministre Klaus. Mais il est seulement responsable des finances et non de la récession. Evidemment, nous nous opposons à lui quand nous avons l'impression que telle ou telle mesure qu'il prend, en tant que ministre des Finances, retarde la fin de la récession. En tant que syndicalistes, nous n'avons pas de relations étroites avec Klaus, mais nous ne l'attaquons certainement pas uniquement parce qu'il dirige un parti qui se situe à droite. »

Politisation à petits pas

Les ailes droites et gauches des syndicats connaissent un lent processus de formation. Les directions syndicales fuient toute identification avec les positions de tel ou tel parti politique — même les syndicalistes proches du Parti social-démocrate s'expriment rarement en public. En outre, la "neutralité" des directions correspond largement aux sentiments de la base. Elles craignent qu'un engagement politique plus marqué de leur part éloigne les gens de la vie syndicale, surtout à Prague où le Parti civil démocratique de Klaus est très populaire.

À l'occasion des élections de juin 1992, le Parti social-démocrate ne manquera pas de critiquer le programme économique du gouvernement en argumentant qu'il serait possible de réaliser une réforme économique sans un tel coût social pour les plus démunis. Une partie de la direction syndicale risque alors de soutenir la création, par ce parti, d'un centre rassemblant la gauche indépendante du Parti communiste.

Alors qu'environ un tiers des travailleurs seraient favorables à ce que les syndicats présentent leurs propres candidats aux élections, un autre tiers de la classe ouvrière et la plupart des dirigeants nationaux y sont opposés car ils ont peur d'une scission dans le mouvement et que cela les marque à gauche. Il n'y aura donc sans doute pas de candidatures syndicales lors des prochaines élections, mais les syndicats les plus radicaux pourraient présenter des cahiers de revendications et conseiller à leurs membres d'interpeller les candidats.

La gauche extra-parlementaire est très faible et ignore les syndicats, à la seule exception du groupe slovaque, Forum Robotnikov (Forum des travailleurs), qui fait campagne pour les droits des travailleurs tels le droit au travail et l'indexation des salaires sur l'inflation. Le Forum Robotnikov a réussi à organiser une manifestation de 20 000 travailleurs. Ses partisans sont principalement des travailleurs qualifiés qui ont entre 30 et 50 ans. Son succès s'explique certainement par la détérioration drastique du niveau

A quoi doivent servir les syndicats ?

La Confédération syndicale autrichienne a organisé un sondage sur ce que les gens attendent des syndicats en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie entre les 3 et 10 juin 1991. Voici certains des résultats pour la Tchécoslovaquie.

À la première question — « *Quelle est, d'après vous, la tâche la plus importante du gouvernement ?* » —, 29,1 % des 1 688 personnes interrogées ont répondu que c'était la lutte contre l'inflation ; 25,8 %, la lutte contre le chômage ; 18,3 %, la mise à l'écart des détenteurs actuels du pouvoir ; 12,6 % la protection de l'environnement ; 10,1 % la justice économique ; et 3 % l'élimination de la corruption.

Quand on a demandé aux personnes interrogées de classer les tâches des syndicats par ordre de priorité, les réponses ont été : la poursuite des hausses de salaires, en première position pour 27 % ; en seconde position pour 33,8 % ; en troisième position pour 24 %. La garantie des nécessités de base pour les travailleurs, en première position pour 36,1 % ; en seconde position pour 25,8 % ; et en troisième pour 26,2 %. Seuls 14,2 % des personnes interrogées pensaient que la participation aux décisions économiques était la première tâche des syndicats ; 20,1 % l'ont mis en seconde position, et 22,3 % en troisième position. La défense de l'emploi est jugée comme la première tâche pour 39 % ; la seconde pour 26,1 % et la troisième pour 19 %.

À la question : « *Croyez-vous que l'activité syndicale contribue au développement démocratique de notre société ?* », 52 % ont répondu oui, contre 29,7 % non et 18,2 % sans opinion. 48,5 % des personnes interrogées étaient d'accord sur le fait que « *l'activité des syndicats est nécessaire pour l'amélioration de l'économie nationale* » ; 33,4 % n'étaient pas d'accord ; 18,1 % des gens n'ont pas répondu. 56,5 % se sont dits favorables à la coopération entre les syndicats et les directions contre 42,4 % qui défendaient un certain éloignement.

Il est certainement nécessaire d'améliorer les communications entre les syndiqués et leurs organisations : seules 38,6 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles connaissaient l'activité de leur syndicat ; 31,3 % ont répondu qu'elles en ignoraient tout et 30,1 % n'ont pas répondu. Seuls 50,1 % des gens savaient à quel syndicat ils appartenaient, 20,3 % n'en avaient pas la moindre idée et 29,6 % n'ont pas répondu. ★

de vie en Slovaquie — les Slovaques sont persuadés que les réformateurs de Prague veulent réduire leur république au statut de région sous-développée, comme durant l'entre-deux-guerres.

Les conditions sont moins favorables à l'apparition d'un groupe de ce type dans la République tchèque car la crise économique y est moins aiguë, et la majorité des travailleurs croient que leur région pourra rapidement se rapprocher du niveau de vie de l'Europe de l'Ouest.

En 1991, certains militants syndicaux et des permanents du syndicat de la métallurgie, des mineurs et des transports ont commencé à évoquer la possibilité de créer un Parti des travailleurs, qui s'appuyerait sur le mécontentement croissant face à la réforme économique du gouvernement, à la politique extrêmement modérée des directions syndicales, et au souvenir de l'échec de l'alternative de gauche non-communiste lors des élections de 1990.

Un peu plus tard, un Parti démocratique du travail a été fondé, mais les directions syndicales et de dirigeants syndicaux locaux n'y sont pas réellement investis. La plupart de ses membres sont d'anciens militants du Parti communiste, appartenant à l'intelligentsia. Ce parti, purement parlementaire, est déjà divisé entre une direction très modé-

rée et une minorité plus radicale. Comme c'est souvent le cas chez les anciens communistes qui ont choisi la gauche, ce parti passe beaucoup de temps à revenir sur le passé stalinien et à essayer de définir un « *socialisme démocratique basé sur les développements sociaux modernes dans le monde* » (8).

Très éloignées des vrais débats, les propositions de la gauche tchèque sont, en général, très modérées et affichent une confiance excessive vis-à-vis des techniques modernes de gestion venues de l'étranger (les "cercles de qualité" japonais, la "cogestion allemande", et la "planification partagée" nord-américaine) ou les modèles sociaux, tel le "modèle suédois".

Pour l'instant, il est clair que l'attitude du gouvernement vis-à-vis des syndicats s'explique par son inquiétude face à une reprise possible de l'activité ouvrière. C'est aussi la raison pour laquelle le gouvernement a introduit des réformes telles l'indexation salariale, les conseils sociaux et le salaire minimum. Jusqu'à présent, le gouvernement a rempli ses engagements sur ces points mais il cherche à s'en défaire, car il se rend compte du manque de résistance des

8) Déclaration programmatique du Parti démocratique des travailleurs, Prague, 1991.

travailleurs et la grande faiblesse des syndicats. Les syndicats ne sont pas vraiment conscients de la stratégie du gouvernement et continuent à croire qu'ils pourront le persuader de négocier. Cependant, tant qu'ils ne s'appuient pas sur les mobilisations, les syndicats seront considérés comme superflus par le gouvernement.

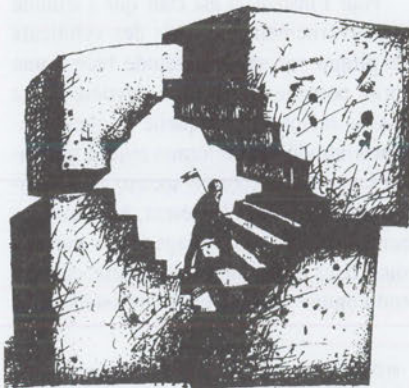
Il reste du chemin à faire !

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de radicalisation des travailleurs en réaction à la crise économique, et on ne peut guère s'attendre à un renforcement du mouvement ouvrier durant le printemps 1992. Il faudra davantage de temps pour que la vie renaisse dans les structures syndicales, et les syndicats pèseront peu lors des élections de juillet 1992.

Plusieurs facteurs seront nécessaires pour que les travailleurs acquièrent une influence sur la politique en Tchécoslovaquie : une vision critique des réformes gouvernementales ; une évaluation claire des possibilités et des limites des négociations ; et une maîtrise des formes de protestation plus radicales, en particulier des grèves. Les salariés doivent aussi compter plus sur leurs propres actions que sur les directions syndicales.

Des contacts avec les travailleurs organisés du monde capitaliste peuvent aussi aider les ouvriers tchèques et slovaques à comprendre les stratégies des multinationales qui s'implantent, et la gestion capitaliste. Dans la mesure du possible, de tels contacts devraient s'établir à la base. En outre, dans un pays qui connaît des changements fondamentaux sur le dos de la classe ouvrière, il faut se débarrasser de toute illusion sur le syndicalisme "apolitique". — au risque de repousser dans un premier temps certains travailleurs, il faut prendre des positions politiques claires. ★

Ost-West-Gegeninformation
Mars 1992, Graz, Autriche



Les raisons de la colère

La jeune Communauté des Etats indépendants (CEI) se porte mal. L'Ukraine vient d'adopter un plan visant à la création de sa propre monnaie, quittant ainsi la "zone rouble" et faisant un pas supplémentaire vers la rupture de ses liens avec la Russie et la CEI. Le 25 mars 1992, le Parlement ukrainien devait discuter de sa politique militaire, de la création éventuelle d'un double mécanisme de contrôle des armes nucléaires sur son territoire, et de placer tous les soldats — même ceux des forces stratégiques — sous sa juridiction. Entre temps, Boris Eltsine continue sa "thérapie de choc" en Russie, au mépris du sort de la majorité de la population, qui commence à déchanter.

David SEPPO



LA LIBERATION des prix, qui, selon des estimations non-gouvernementales, a provoqué une hausse des prix au détail de 500 à 700 % en janvier 1992 (1), portant un coup sévère au niveau de vie,

qui était déjà en chute libre. En outre, la population de l'ancienne Union soviétique n'a même pas eu le "réconfort" psychologique dont avaient bénéficié les Polonais il y a deux ans, quand leurs magasins s'étaient remplis de marchandises, même si les prix restaient largement inabordables. En Russie, au contraire, il n'y a eu aucune amélioration visible de la variété ou de la quantité des produits en vente (le lait, auparavant disponible à Moscou, est devenu très rare, et, dans de nombreuses villes, il y a de longues queues, même pour le pain) — les mineurs, par exemple, ont demandé qu'une partie de leur salaire soit directement payée en produits alimentaires. En plus, la hausse des prix s'est accompagnée d'une baisse de la qualité des services et des produits proposés. Le nombre de plaintes sur la qualité des chemins de fer a beaucoup augmenté (2), et on trouve de plus en plus de nourriture avariée en vente (3).

Le coup subi par le niveau de vie est sans précédent. Les millions de gens vivant de revenus tels les retraites, les bourses, ou les allocations sociales, ainsi que les fonctionnaires payés directement par le gouvernement — les enseignants, le personnel de santé, les salariés des services communaux,

etc. — seront les plus sévèrement frappés. La protection sociale des plus démunis, promise par le gouvernement avant la réforme, n'a même pas été mise en place au moment de la libération des prix (4).

Il ne s'agissait pas là d'une négligence commise par un gouvernement débordé. La politique actuelle tend clairement à faire baisser les revenus autant que possible en dessous de l'augmentation du coût de la vie, et de ne céder que ce qui est indispensable pour maintenir la stabilité politique. Les salaires des fonctionnaires avaient augmenté de 90 % à la veille de la réforme, mais même les chiffres officiels signalent que l'augmentation des prix a dépassé 350 % en janvier. Le salaire minimum et les retraites avaient doublé pour atteindre 342 roubles, les bourses étudiantes 270, mais tout cela reste bien en dessous de la monumentale hausse des prix (5).

Le valet du FMI

Pour montrer son "courage" à ses patrons du Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement russe ne craint même pas la menace qu'une telle situation constitue pour la survie physique de secteurs entiers de la population. La ration calorique quotidienne de 75 millions de personnes en Russie est inférieure de 25 % par rapport aux normes médicales, sans parler de la valeur nutritive des 75 % restants. Selon le Centre de gérontologie de l'Université de médecine russe, pour avoir un régime ali-

1) *Trud*, 6 mars 1992.

2) *Trud*, 9 janvier 1992.

3) *Trud*, 26 février 1992.

4) *Trud*, 26 février 1992 ; *Nezavissimaïa Gazeta* (NG), 13 mars 1992.

5) NG, 16 janvier 1992 ; *Financial Times* (FT), 3 janvier 1992.

mentaire équilibré quotidien, un retraité doit déboursier entre 500 et 600 roubles par mois, soit 50 % de plus que la retraite minimum, sans compter les autres dépenses indispensables (6).

Parallèlement, les entreprises qui avaient l'habitude d'offrir à leurs travailleurs à la retraite certains avantages ne peuvent plus se le permettre. Comme elles commencent à fermer et à licencier du personnel, il deviendra également très dur pour les retraités de compléter leur pension en continuant à travailler — une pratique courante dans le passé. Par ailleurs, même le salaire minimum légal n'est pas appliqué (7).

Les salaires dans les entreprises d'Etat, où travaille la majorité écrasante des travailleurs, ne sont plus fixés par le gouvernement. Celui-ci voudrait évidemment les bloquer, mais prendre une telle décision par décret serait politiquement trop dangereux ; il essaye donc d'y parvenir indirectement, par des moyens "économiques", en supprimant les subventions et les facilités de crédit, tout en contraignant les entreprises à des "restrictions budgétaires importantes".

Un des objectifs fondamentaux de la libération des prix est de dépolitiser les revendications salariales, en transférant de l'Etat aux administrations des entreprises la responsabilité de fixer les salaires. Ces dernières ont répondu à cette décision en augmentant leurs prix de vente, mais il faut maintenant que leurs produits trouvent des acheteurs. Le gouvernement a déclaré qu'il avait prévu, "si nécessaire", d'instaurer une taxe pour les entreprises qui augmenteraient de façon "excessive" leurs enveloppes salariales (8). Qu'il soit capable d'imposer une telle mesure est une autre affaire...

Des réactions qui payent

Bien que la situation des salariés des entreprises d'Etat en général se soit détériorée, l'impact de la libération des prix a été relativement inégal, ce qui a mis en sourdine ses aspects politiques. La possibilité des différents groupes de travailleurs de défendre leur niveau de vie dépend de nombreux facteurs, en particulier de leur niveau d'organisation, de leur mobilisation, de l'importance économique de leur secteur, et de la capacité de l'administration de leur entreprise à augmenter ses prix et à troquer sa production contre des biens de consommation.

Les mineurs — le secteur le plus organisé et le plus militant de la classe ouvrière — ont été les plus à même de maintenir, dans l'ensemble, leur niveau de vie, grâce à des grèves ou des menaces de grèves. Les médecins et les enseignants (qui figurent parmi

les salariés les moins payés), les pilotes, les contrôleurs aériens, les travailleurs du pétrole et ceux de la construction du métro, les conducteurs de bus, etc., ont aussi eu recours aux grèves ou à la menace, avec des succès différents. La plupart d'entre eux ont mené des actions locales, mais d'autres se sont aussi organisés au niveau d'une ville (les enseignants de Leningrad, par exemple), d'une région (les mineurs) ou même d'une république (le personnel médical).

Dans différentes villes, des protestations spontanées ont obligé les autorités locales à prendre certaines mesures, comme l'augmentation des subventions pour les prix et le maintien ou l'introduction du rationnement. Dans le Kazakhstan, par exemple, le gouvernement a été obligé de faire baisser les prix en janvier 1992 après la grève des mineurs (9). En Ukraine, les mesures de "protection sociale" sont beaucoup plus importantes



Dessin paru dans la *Komsomolskaïa Pravda*. Repris dans *Courrier International*.

qu'en Russie, qui est de loin le disciple le plus zélé du FMI de la CEI.

Il est donc impossible de dresser un panorama global du niveau de vie actuel. Le président de la Fédération des syndicats de Moscou a déclaré, à la mi-mars, que le salaire moyen à Moscou avait triplé depuis le 2 janvier, mais que les prix avaient été multipliés par dix (10). Outre les augmentations de salaires, de nombreux autres facteurs ont amorti l'impact de la hausse des prix. Le plus important est la pratique de la vente subventionnée de biens de consommation dans les entreprises, qui s'est développée en même temps que la hausse des prix (11). La plupart des entreprises et institutions agissent ainsi — mais c'est conditionné par les relations commerciales des entreprises et surtout par ce qu'elles produisent. Les travailleurs du charbon et du pétrole, par exemple, ont demandé et obtenu le droit de commercialiser librement une partie de leur production. De nombreuses entreprises subventionnent aussi leurs cantines pour compenser les hausses de prix.

Il faut aussi noter que, durant les mois qui ont précédé la libération des prix, il était de plus en plus difficile d'acheter la plupart des produits de base dans les magasins d'Etat à des prix contrôlés (en constante augmentation). Dans la mesure de leur budget, les gens étaient déjà obligés de se tourner vers le "marché libre". De plus, une partie des foyers avait stocké des quantités considérables de nourriture. Voilà quelques-unes des raisons qui expliquent pourquoi l'explosion sociale tant crainte n'a pas eu lieu.

Protestations éclatées

Néanmoins, la libération des prix a donné lieu à de multiples protestations locales et spontanées dans toute la CEI — des grèves, des manifestations, des boycotts et même des bris de vitrines, des pillages de magasins et des barrages de la circulation. Cela a permis d'obtenir des concessions relativement mineures auprès des autorités locales, mais la politique centrale n'a réellement reculé que sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de certains produits, qui est passée de 28 à 15 % (12).

Les protestations politiques ont, pour l'instant, principalement été organisées par ladite opposition conservatrice ("communiste"), souvent soutenue par les nationalistes. Ces manifestations ont attiré des foules assez importantes à Moscou (plus de 50 000 personnes le 9 février, et environ 70 000 le 17 mars) — beaucoup plus que ce que les libéraux peuvent rassembler (voir l'encadré en p. 13). Une grande partie

de ces manifestants n'étaient ni des conservateurs ni des nationalistes mais des citoyens qui voulaient protester contre la politique du gouvernement, et qui n'avaient pas d'autre endroit pour le faire, étant donnée l'inactivité des syndicats officiels et de la gauche. Cependant, la base sociale des conservateurs et des nationalistes est faible et n'a aucune perspective immédiate d'élargissement ; mais cela pourrait changer dans le futur si la situation continue à se dégrader.

Le gouvernement et la presse libérale ont beaucoup exagéré la force de cette menace « rouge et brune », probablement pour préparer le terrain à des mesures plus autoritaires contre les futures protestations populaires. Le maire de Moscou, Gavril

6) *Trud*, 3 et 6 mars 1992.

7) *La Presse* (Montréal), 3 mars 1992.

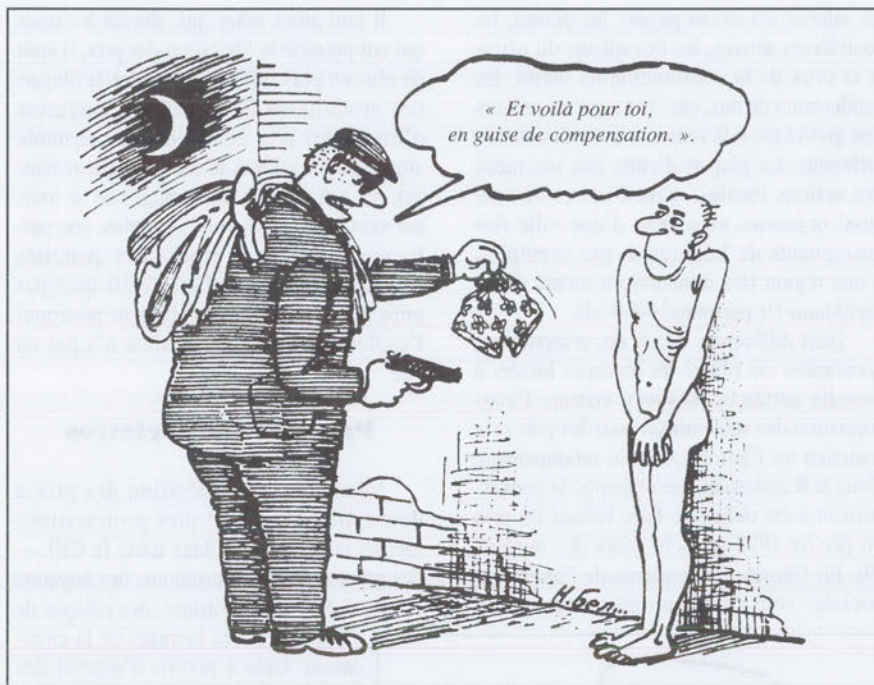
8) Foreign Broadcast Information Service (FBIS), *Daily Report on Eurasia*, 3 mars 1992.

9) *NG*, 14 janvier 1992.

10) *Trud*, 16 mars 1992.

11) *NG*, 22 janvier 1992.

12) *FT*, 14 janvier 1992.



Dessin paru dans les Izvestia.

Popov, a répété à de multiples reprises que la menace essentielle pour la "démocratie" était la tolérance de l'"extrémisme" et qu'il n'avait aucun remords quant à la manière dont a été dispersée la manifestation conservatrice du 23 février, condamnée par le Parlement (13).

Le gouvernement de Moscou avait, dans un premier temps, interdit la manifestation du 17 mars, prétextant qu'elle allait appeler à le renverser. Les autorités de Moscou avaient d'ailleurs décidé d'interdire toute manifestation durant la période transitoire des réformes, mais elles ont finalement été obligées de retirer ce projet (14).

Bain de sang à Tachkent

Les manifestations d'étudiants à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, ont constitué l'action politique la plus significative organisée par des forces autres que les conservateurs. Elles ont débuté le 16 janvier 1992 pour protester contre la hausse des prix et l'absence de pain. Les manifestants demandaient la démission du président Karimov, dont le régime est probablement le plus autoritaire et le moins réformé de la CEI. Environ 10 000 étudiants marchaient vers le centre-ville quand les forces du gouvernement ont ouvert le feu, tuant sept personnes et en blessant de nombreuses autres. Les autorités ont qualifié les manifestants de « forces conservatrices destructrices » ; en fait, les étudiants sont liés au mouvement démocratique de l'Ouzbékistan. Les forces armées du gouvernement ont encerclé le campus universitaire, pénétré dans les dortoirs et renvoyé dans leurs villes d'origine environ 3 000 étudiants. (15).

La gauche, au moins à Moscou et à Léninegrad, n'a organisé aucune riposte publique contre la thérapie de choc. Début février, à Moscou, une rencontre des militants engagés dans la création d'un Parti du travail (16) a décidé d'appeler la population à ne pas manifester le 9 février — des défilés de soutien et de dénonciation d'Eltchine étaient prévus. Dans sa déclaration, cette réunion reconnaît la légitimité de la volonté populaire de protester contre la politique du gouvernement, mais prévient les manifestants qu'ils seront manipulés dans un "jeu truqué". Il semble que les militants de gauche de Moscou soient très indécis, hésitants entre la nécessité de protester et le fait que leur base sociale potentielle est encore silencieuse (17).

Le Parti socialiste des travailleurs de Roy Medvedev, créé durant l'automne 1991 par d'anciens membres du Parti communiste interdit et qui, selon Medvedev lui-même, ne compte que peu d'ouvriers dans ces 50 000 membres, a présenté son programme économique, contradictoire avec celui du gouvernement, mais il n'a pas encore demandé la démission de ce dernier (18).

Selon les journaux, la Fédération des syndicats de Moscou, qui soutenait l'initiative pour un Parti du travail, a conclu un accord avec le gouvernement de la capitale russe, à la fin janvier, sur des mesures de "défense sociale" pour les Moscovites. On en ignore les détails, mais cet accord prétend protéger, entre autres choses, le maintien du niveau de vie, les conditions de travail et de protection de l'environnement. La municipalité devra publier tous les trois mois les prix du panier de la ménagère et indexer en conséquence les salaires des fonctionnaires

municipaux. Elle devrait aussi prendre diverses mesures pour fournir des produits de première nécessité à la population. En retour, les syndicats se sont engagés à ne pas faire grève (19). Les promesses gouvernementales semblent assez irréalistes et, pour l'instant du moins, elles ne sont pas appliquées. L'engagement de la Fédération des syndicats à ne pas faire grève explique sans doute pourquoi elle n'a organisé aucune mobilisation — mais elle n'a guère les moyens d'empêcher les collectifs de travailleurs de Moscou de se mettre grève.

Les zigzags des syndicats

D'autres fédérations syndicales ou des syndicats régionaux semblent néanmoins mobiliser leurs adhérents pour appuyer leurs revendications face au gouvernement central. Dans la région de Kemerovo, dans le Kouzbass, un comité unitaire, composé par les comités de grève et par la direction du syndicat officiel, a annoncé une grève générale régionale pour le 10 mars, si le gouvernement central refusait d'envoyer une délégation officielle négocier dans la région. Les principales revendications portaient sur l'approvisionnement en produits, sur l'absence d'argent liquide et sur les salaires ; une menace de grève avait déjà permis aux mineurs d'obtenir que leurs salaires soient triplés et d'autres groupes de salariés, surtout les cheminots, les employés des postes et des communications, les enseignants, les conducteurs de bus et les employés du commerce (qui ont fait une grève d'avertissement) exigeaient la même chose.

Quelques jours auparavant, le président du soviet régional du Kouzbass, A. Tuleev, qui s'était présenté contre Eltsine lors de l'élection présidentielle de 1990 et avait obtenu la majorité absolue dans la région, avait présenté sa démission, disant qu'il n'acceptait pas « le programme, les formes et les méthodes de la politique économique de la direction russe, qui réduit la population du Kouzbass à la misère » (20). Le soviet a refusé d'accepter cette démission.

Par ailleurs, le Comité des travailleurs du Kouzbass a qualifié la menace de grève d'action "revancharde" de l'ancienne nomenklatura. Mais, ce comité, issu de la grève de juillet 1989, et qui a adopté une position très loyale envers Eltsine, ne semble pas très écouté. Le mot d'ordre de grève a été suspendu le 2 mars, quand le

13) NG, 14 mars 1992. Voir *Inprecor* n° 348 du 13 mars 1992.

14) TASS, 4 février 1992 ; FBIS, 4 février 1992.

15) FBIS, 21 janvier 1992 ; *New York Times*, 20 janvier 1992.

16) Voir *Inprecor* n° 338 du 11 octobre 1991.

17) NG, 4 février 1992.

18) TASS, 23 janvier 1992 ; *Sovietskaja Rossia*, 28 janvier 1992.

19) FBIS, 28 janvier 1992.

20) NG, 7 février 1992.

gouvernement a annoncé l'envoi d'une commission de médiation (21).

A la fin janvier, la Fédération des syndicats de Léninegrad avait aussi appelé à une grève d'avertissement, qui ne semble pas avoir eu lieu, pour demander au gouvernement de baisser la TVA et d'entreprendre des poursuites contre les commerçants qui dépassent les limites officielles de prix (22).

Boule de neige

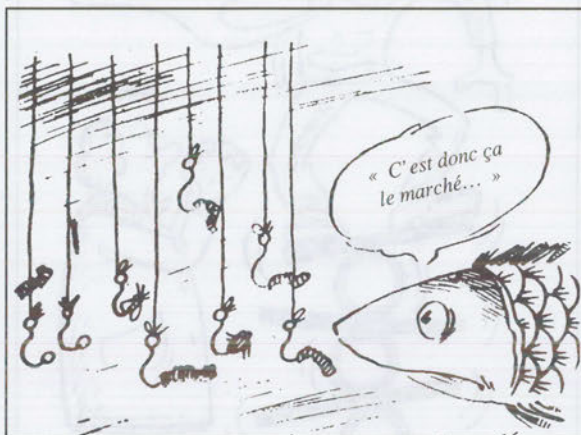
Il y a eu une autre menace de grève générale régionale dans la région septentrionale de Mourmansk, après que le gouvernement central ait refusé d'accorder une aide économique aux autorités régionales. Le 3 mars, une session extraordinaire du soviet régional, avec des représentants des syndicats, des gérants d'entreprises et de différents partis politiques, a discuté de l'organisation de cette grève.

Cette solidarité entre directeurs d'entreprises, autorités politiques et syndicats a conduit le quotidien libéral *Nezavissimaïa Gazeta* à qualifier l'action proposée de « grève des directeurs » (23). Mais, bien que les revendications du mouvement ne concernent que la région et soient, en ce sens, « corporatistes », on ne peut pas récuser, au moins en principe, une telle coalition de syndicats, de directeurs et d'autorités politiques, tant que les syndicats conservent leur indépendance — d'ailleurs, dans l'ensemble de la CEI, c'est probablement cette forme de « coalition » qui domine dans les conflits liés à la thérapie de choc — il faut rappeler qu'il s'agit toujours d'entreprises d'Etat.

Le problème est, cependant, qu'on n'a aucune certitude quant à l'indépendance des syndicats investis dans ces accords. Au niveau des entreprises, la plupart des anciens syndicats officiels sont encore soumis à la direction. Mais il existe un profond mécontentement envers la passivité, et souvent la politique de conciliation flagrante, des appareils centraux des syndicats vis-à-vis de l'Etat. Ainsi, une lettre signée par le capitaine d'un chalutier de Mourmansk, son second et le président du comité syndical attaque durement la politique du gouvernement, qui a appauvri les travailleurs et ne se soucie guère de la politique sociale. Elle souligne que les syndicats sont inactifs, et « jouent à des jeux incompréhensibles » (24).

En Ukraine, le Syndicat de la métallurgie exige que de nouvelles élections du conseil de la Fédération syndicale de la République soient organisées, car il affirme qu'à cause de sa passivité, les autorités politiques traitent le mouvement syndical comme une « société philatélique ou une association d'éleveurs de lapins » (25).

Le président de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) (auparavant officiels), Klochkov, a annoncé un moratoire de quatre mois sur les grèves à la veille de la thérapie de choc (26), déclarant que cela faisait partie d'un accord tripartite établi entre le gouvernement, les milieux d'affaires et les syndicats. Cela semble assez étrange. D'abord, parce que l'accord n'avait pas encore été conclu — trois semaines plus tard, dans une lettre à Eltsine, le FNPR se plaignait du fait que le gouvernement ignorait sa demande de partenariat social. Malgré cela, il a maintenu son moratoire (27). De plus, le FNPR ne dispose d'aucun mandat pour négocier un tel accord ni du pouvoir de le faire appliquer. Enfin, la présence des



Dessin paru dans la Pravda.

« milieux d'affaires » comme troisième participant est particulièrement surprenante, alors que pratiquement tous les membres du FNPR travaillent dans des entreprises d'Etat. Il est étrange de voir que les dirigeants d'un mouvement syndical de plusieurs millions de membres soient si avides d'avoir pour partenaire les « milieux d'affaires », qui sont bien sûr en augmentation, mais encore balbutiants, surtout spéculatifs et profondément corrompus.

La réponse de Klochkov à la lettre des marins du chalutier de Mourmansk est instructive. Il leur annonce qu'ils devront lutter eux-mêmes pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Il signale que le FNPR « soutient les réformes car elles sont nécessaires et inévitables », que les travailleurs doivent accepter cette « nécessité tragique » et qu'ils ne doivent pas espérer pouvoir protéger leur propre secteur. Il dit quand même que si le gouvernement ne tient pas ses promesses (ce qu'il n'a déjà pas fait en matière de protection sociale), le FNPR organisera des actions de masse importantes, menaçant d'aller jusqu'à « ôter [sa] confiance au gouvernement » (28). Eltsine n'a certainement pas perdu le sommeil à la suite de cette menace...

Se référant à la passivité de l'appareil de la FNPR, les *Nouvelles de Moscou* ont dit, sous forme de boutade, que « ce sont les

vacances à l'école du communisme » (« école du communisme » était l'une des fonctions que Lénine attribuait aux syndicats) et a suggéré que ses dirigeants n'avaient pas besoin des travailleurs, puisque le FNPR possédait un important parc immobilier, dont des hôtels cinq étoiles (29).

Le rôle joué par les syndicats officiels dans les comités de grève de nombreuses mobilisations économiques n'est pas clair. L'une des plus importantes a été la menace de grève, dans toute la République russe, des travailleurs de la santé, lancée le 29 janvier, puis suspendue après l'annonce d'importantes concessions par Eltsine (30). Une menace de grève des travailleurs du pétrole à Tioumen, la principale région productrice de Russie, a conduit le gouvernement à permettre aux entreprises de vendre 40 % de leur production sur le marché libre (31).

Les succès des mineurs

Le syndicat le plus militant et qui a remporté le plus de succès en matière de revendications économiques a été le Syndicat indépendant des mineurs (SIM). A la mi-janvier, sans aucune coordination, des grèves de mineurs étaient apparemment prévues simultanément dans les trois républiques productrices de charbon, la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan.

Les revendications portaient sur des augmentations de salaires, sur la demande qu'une partie du charbon produit soit vendu à des prix libres par les entreprises, et exigeaient une amélioration de l'approvisionnement en produits de consommation et en argent liquide pour payer les salaires. Les travailleurs demandaient aussi l'ouverture de négociations avec l'Etat pour rédiger une convention collective. Les grèves n'ont cependant eu lieu que dans les régions de Karaganda et de Vorkouta. Mais, partout, le gouvernement a octroyé des concessions importantes aux mineurs (en Russie, leur salaire minimum a triplé en janvier), craignant que des mouvements dans ce secteur n'aient un effet boule de neige (32).

Les mineurs ont donc été obligés de se battre pour des hausses de salaire, malgré la

21) *Trud*, 6 et 7 mars 1992 ; *NG*, 7 et 11 mars 1992 ; *FT*, 11 mars 1992.

22) *FBIS*, 27 janvier 1992.

23) *NG*, 11 mars 1992.

24) *Trud*, 9 janvier 1992.

25) *Trud*, 16 février 1992.

26) *FBIS*, 27 février 1992.

27) *NG*, 22 janvier 1992.

28) *Trud*, 30 janvier 1992.

29) *Moskovskie Novosti*, 1er mars 1992.

30) *FBIS*, 29 janvier 1992.

31) *FT*, 6 mars 1992.

32) *NG*, 18 janvier 1992 ; *Komsomolskaïa Pravda*, 14 janvier 1992 ; *FBIS*, 15 janvier 1992 ; *Radio Free Europ Research Report*, 24 janvier 1992.

position officielle du SIM, qui disait que lutte pour les salaires était dépassée et que, dans les conditions du marché, « l'époque où l'on demandait au gouvernement d'être plus juste est révolue ». Lors du premier congrès du SIM, en décembre 1991, son président, A. Outkine, avait annoncé que les mineurs devraient se battre pour des réformes radicales pour disposer de manière indépendante des fruits de leur travail. Pendant le même temps, la vente du charbon à l'étranger (plus profitable que la vente dans le pays) entraîne un déclin de la production de l'industrie métallurgique.

Plus de syndicats indépendants ?

Les revendications salariales des mineurs ont conduit certains libéraux à accuser le SIM d'égoïsme et de vouloir saper la réforme de marché (33). Or, le programme adopté par le congrès du SIM, tout en affirmant la nécessité d'une transition vers le marché, déclarait qu'aucun gouvernement ne présentait un programme correspondant aux intérêts des travailleurs. Malgré son discours sur la nécessité de continuer à réformer l'économie, la direction du SIM n'a apparemment pas de stratégie politique, qui lui permette d'imposer une réforme dans l'intérêt des travailleurs — pour cela, il devrait se développer au-delà du seul secteur minier. Des conversations avec certains dirigeants des mineurs, durant l'automne 1991, paraissent indiquer qu'ils pensaient d'ailleurs aller dans cette direction, mais le congrès a peu avancé dans ce sens (34).

A Léninegrad, un Syndicat indépendant des enseignants a été créé, auquel de nombreux instituteurs ont adhéré. Il a demandé des augmentations de salaires, l'arrêt des fermetures des écoles maternelles et des crèches, l'augmentation des subventions, des repas gratuits pour les élèves et les enseignants, et un meilleur entretien des locaux. Malgré l'opposition catégorique du syndicat officiel, il prépare une grève pour la seconde semaine de mars (35). Les syndicats indépendants se développent chez les chauffeurs de taxi, les pilotes, les contrôleurs aériens, les cheminots, les postiers, et les travailleurs du textile, mais leurs succès restent limités pour l'instant, surtout dans l'industrie.

Les conflits autour des privatisations ne semblent pas avoir beaucoup augmenté depuis le début 1992, alors que les administrateurs gouvernementaux continuent à s'approprier des biens publics. Le gouvernement prévoit à court terme une "petite privatisation" du secteur des services, de la petite industrie légère et du logement.

En février, en Lituanie, une grève des

employés des services communaux à l'échelle de toute la République, s'opposant au pillage des privatisations de leurs entreprises, s'est achevée par une victoire. Ils ont obtenu, entre autres, que lorsqu'une entreprise est privatisée, 51 % des parts restent au collectif de travailleurs (36).

La presse rapporte de plus en plus de cas de conflits entre les locataires d'appartements et les nouveaux ou les futurs proprié-



taires de ceux-ci qui veulent les déloger. Ainsi, dans le centre de Moscou, des locataires ont levé des barricades contre la police privée envoyée par les nouveaux maîtres des lieux pour les expulser — ils se sont baptisés les "communards". Le vice-préfet du district central de Moscou est devenu célèbre pour sa déclaration : « Le centre n'est pas fait pour les pauvres » (37).

Face à la thérapie de choc, le mouvement des libéraux traverse une profonde crise, confronté à la réduction de sa base sociale, qui est apparue de façon flagrante lors de la faible participation au rassemblement de soutien à Eltsine du 9 février. L'"ennemi communiste" ayant disparu, les libéraux ne peuvent plus rameuter les foules, d'autant plus qu'ils ont, dans une grande mesure, pris la place vacante de l'ancien ennemi. Par ailleurs, comme les principaux leaders du mouvement libéral sont au pouvoir, ils n'ont plus l'impression d'avoir besoin d'un mouvement.

La principale organisation libérale, Russie démocratique, s'est divisée lors de son conseil des représentants, en janvier 1992. Selon un dirigeant de la faction majoritaire, la minorité est composée de « radicaux extrémistes », éloignés de la réalité. Opposés aux pragmatiques modérés, ces derniers voulaient garder une certaine distance par rapport au gouvernement, et s'opposaient

aussi à la pratique du cumul de fonctions publiques et d'activités commerciales (38).

Les libéraux à la dérive

L'absence de sept des neuf fondateurs du Mouvement pour les réformes démocratiques, une autre organisation libérale clé, à la session du conseil politique de cette formation, le 29 février, — tous les sept occupent de hautes fonctions gouvernementales — révèle aussi la profondeur de la crise qui frappe ce courant. Les deux membres fondateurs qui ont participé à la réunion, Nikolai Petrakov et Arkadi Volsky, sont partis durant la suspension de séance (39). Or, avant de partir, Petrakov, qui préside l'Institut du marché, a demandé s'il fallait exiger la démission du gouvernement et a fortement critiqué le programme économique gouvernemental.

Durant ces dernières semaines, ce que l'on pourrait appeler une opposition libérale de gauche ou social-démocrate à la thérapie de choc est apparue parmi une partie des intellectuels les plus "en vue" — beaucoup viennent de l'institut de Petrakov (40). Dans un article collectif, publié dans la *Nezavisimaja Gazeta* du 6 mars 1992, des chercheurs de haut niveau de cet institut s'en prennent à la politique du gouvernement car elle est « *incompétente et conduit à une impasse* », elle détruit les ressources productives du pays, et se tourne « *vers le capital au mépris du potentiel créatif et des intérêts de la majorité de la population* », en « *expropriant les travailleurs, en transformant le pays en fournisseur de matières premières à bon marché et en exportateur de capital* ».

Ils demandent, par exemple, que le rouble ait un cours fixe, des contrôles stricts sur les exportations, dont l'interdiction du commerce privé du pétrole et des matières premières, et plus généralement, la protection de l'économie face au marché mondial, une forte réglementation par l'Etat, un contrôle de tous les prix, et le transfert gratuit des entreprises aux collectifs de travailleurs, dont le capital serait divisé entre leurs membres.

Cet article a été suivi par un autre de l'académicien Georgi Arabatov, affirmant que les succès des politiques néolibérales du FMI et de l'école de Chicago étaient plus

33) NG, 4 mars 1992.

34) Informations Biuletin KAS-KOR, 20 décembre 1991.

35) Nezavisimaja Rabotchi Vestnik (Léninegrad) n° 3 et 4, 1992.

36) Ibid n° 3.

37) Trud, 22 février et 6 mars 1992.

38) NG, 21 janvier 1992. Voir Inprecor n° 348 du 13 mars 1992.

39) NG, 3 février 1992.

40) Nedelya n° 5, 1992 ; NG, 6 mars 1992.

que mythiques. Il accuse le gouvernement d'œuvrer en secret et d'être antidémocratique, cruel et aux ordres du FMI. Selon Arabatov, les "pseudo-réformes" menacent de réduire la société russe « à l'état animal du Meilleur des mondes préparé par les réformes économiques de ce cabinet. (...) Je ne pense pas que, pour améliorer notre situation, il faille absolument, dans un premier temps, s'appauvrir et s'avilir. Je suis certain qu'il existe d'autres moyens » (41).

Bien sûr, les socialistes ont depuis longtemps fait des critiques bien plus radicales — Tatiana Koriagina, député de l'ancien Soviet suprême, jusqu'à une date récente était pratiquement la seule économiste critique publiée dans la presse. Mais c'est la première fois que des intellectuels reconnus, auparavant étroitement liés au mouvement libéral, interviennent publiquement et avec vigueur contre les choix du gouvernement, presque immédiatement après le début de la thérapie de choc. Bien sûr, aucun d'entre eux ne demande la démission d'Eltsine, ni même de nouvelles élections parlementaires ; cependant, ces prises de position illustrent une scission majeure dans le mouvement libéral, qui ouvre un espace idéologique, inexistant jusqu'alors, pour les socialistes.

La fuite en avant

Si le gouvernement continue cette politique sous les auspices du FMI — rien n'indique le contraire —, la population subira des coups bien plus durs, quand les prix de l'énergie et de tous les biens de consommation, dont le pain et le lait (à l'unique exception des loyers, des services communaux et du transport public), seront libérés en avril. La libération du prix de l'énergie — certains économistes annoncent que les prix du pétrole augmenteront au moins de 500 ou 600 % (le FMI, lui, recommande une hausse de 1 000 ou de 1 500 %) — entraînera des hausses de prix similaires pour tous les autres produits (42).

On peut donc s'attendre à des protestations ouvrières d'ampleur. En outre, la situation est très différente de celle du début janvier, quand les gens avaient encore des réserves de nourriture, et quand les attentes soulevées par l'espoir d'une rupture radicale avec le passé aidaient à amortir le choc. De plus en plus de travailleurs ont aussi acquis une expérience d'organisation et de lutte depuis lors.

La libération des prix du pétrole et du charbon conduira aussi à une baisse encore plus forte de la production, ce qui provoquera un taux de chômage très important dans l'industrie.

Les directeurs de l'industrie du charbon du Kouzbass et les dirigeants des syndicats

Un défilé hétéroclite

Le 17 mars 1992, à Moscou, les forces conservatrices communistes ont réuni la plus importante des manifestations contre Eltsine ; selon la presse russe, entre 50 et 70 000 personnes y ont participé, sous une mer de drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau, quelques drapeaux nationalistes russes et des portraits de Staline. Plusieurs orateurs, issus avant tout du Parti russe des travailleurs communistes (PRTC), qui prétend être le successeur du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), ont évoqué la principale question du jour : la nécessité de reconstruire l'Union soviétique par tous les moyens afin de réaliser la prétendue « volonté du peuple » exprimée lors du référendum dans toute l'Union, le 17 mars 1991. La tribune a fait reprendre à la foule, le slogan « Longue vie à l'Union soviétique ».

Seule une minorité des manifestants semblait s'identifier aux forces pro-bourgeoises ou tsaristes — comme le Congrès des forces civiles et patriotiques, mais cependant, ils sont également apparus à la tribune. Un prêtre orthodoxe a récité une prière et plusieurs orateurs ont prononcé des discours ouvertement ultra-nationalistes, comme le reporter de la télévision de Léninegrad, Alexandre Nevzorov, qui a dit aux participants : « Patriotes de Russie ! Sauvez la puissance spirituelle du peuple russe ! »

Certains petits groupes ont essayé de montrer leur mépris envers les positions des organisateurs de la manifestation radicalement favorables à l'Union : une bande de punks crachait ostensiblement sur un drapeau soviétique traîné au sol, alors qu'une colonne bien organisée d'environ 200 libéraux avec des drapeaux russes essayait en vain de se faire entendre.

Selon un sondage des *Izvestia*, réalisé à la veille de la manifestation, 69 % de la population déclare être « mécontente de son existence » et 36 % pense qu'il est, « impossible de vivre avec les nouveaux prix ». La popularité d'Eltsine a beaucoup chuté. Il existe cependant un écart énorme entre le mécontentement généralisé et le nombre de gens qui sont prêts à soutenir les forces néo-staliniennes et patriotiques ; le sondage montrait que 2,5 % seulement des Moscovites prévoyaient d'assister à la manifestation. ★

P. F. Larsen
Moscou 24 mars 1992

officiels prédisent que l'inévitable concurrence provoquera la fermeture d'au moins cent mines de la région, qui est pourtant en bien meilleure posture que le Donbass ou Vorkouta. Dans une déclaration, ils ont annoncé que la libération des prix du charbon représentera « une catastrophe non seulement pour le Kouzbass mais pour toute la Russie » — on prévoit déjà une chute de la production en 1992 de 60 millions de tonnes (43). Certains économistes signalent que les coûts d'extraction du pétrole augmenteront tellement que sa production chutera jusqu'à ce que l'industrie soit subventionnée à nouveau (44). Des responsables de l'industrie métallurgique ont aussi tiré la sonnette d'alarme : la production baisse à cause de la pénurie en matières premières, surtout de charbon et de fer, dont une grande part est exportée (45).

La vaste industrie militaire, prédominante dans l'Oural, et dans les régions de Moscou et de Léninegrad, est sur le point de procéder à des licenciements massifs. Le gouvernement a réduit le budget militaire à 13 % de sa valeur durant les années précédentes, mais la reconversion de ce secteur rencontre d'immenses difficultés. Il semble que les entreprises militaires ont, jusqu'à présent, pu payer les salaires grâce à des prêts bancaires. A Léninegrad, des directeurs

d'usine ont averti qu'une grande explosion de mécontentement ouvrier risquait de se produire si le gouvernement ne leur versait pas 2 milliards de roubles pour payer les salaires de mars — ils sont déjà fortement endettés auprès des banques pour les salaires de février (46).

Les questions des privatisations et de la corruption, qui vont de pair, risquent d'accroître les sources de conflits. Parmi la population, l'idée est déjà largement répandue que les "nouvelles" structures de gouvernement sont à peine plus démocratiques et certainement plus corrompues que les anciennes, et que les démocrates au pouvoir s'enrichissent au détriment des citoyens — des scandales importants, concernant des millions de roubles, ont été révélés ces dernières semaines.

Le régime d'Eltsine est donc à la veille du test le plus critique. ★

20 mars 1992

41) NG, 6 mars 1992.
42) Trud, 6 mars 1992.
43) Trud, 3 mars 1992.
44) Trud, 6 mars 1992.
45) Ibid.
46) FT, 11 mars 1992.



LA VICTOIRE manipulée de Fernando Collor aux élections présidentielles, en 1989, a marqué le début d'une nouvelle période de la vie politique et économique du Brésil, avec l'adoption

d'un projet néolibéral par les classes dominantes.

Harcelées par la profonde crise qui secouait le pays (voir encadré en p. 16), responsables de ce qu'on a appelé dans les années 80 la "décennie perdue", et après avoir tenté de mettre en œuvre les thérapies du régime militaire ou les électrochocs hétérodoxes du gouvernement de la Nova República, les classes dominantes brésiliennes sont arrivées divisées aux élections, sans un projet national pour sceller leur unité politique.

Ce n'est qu'au deuxième tour des élections présidentielles, le 17 décembre 1989, que la bourgeoisie s'est rassemblée, plus poussée par la crainte d'assister à la victoire électorale de Lula à la tête du Parti des travailleurs (PT), que par un projet clair. Cette unité contre Lula s'est faite autour de Collor et de son plan néolibéral — qui avait été défendu de façon confuse et démagogique durant la campagne. Une fois à la tête de l'exécutif fédéral — Collor a pris ses fonctions le 15 mars 1990 —, cette alternative néolibérale a commencé à imposer un changement dans la configuration de la lutte des classes au Brésil.

Ce projet néolibéral exprime d'abord une réponse globale du point de vue des classes dominantes à la crise du modèle d'accumulation.

En outre, il a contraint le mouvement démocratique et populaire à répondre sur deux terrains : celui de l'ancien modèle économique — magistralement critiqué par Lula durant sa campagne — et la nouvelle alternative néolibérale ; cette confrontation implique un véritable réarmement programmatique, afin de définir une troisième alternative pour la société brésilienne.

Avec le gouvernement Collor, les classes dominantes ont essayé de reprendre l'offensive contre le mouvement populaire, qui, durant les dix dernières années, s'était développé jusqu'à apparaître comme une alternative possible de gouvernement.

L'hégémonie libérale pourrait être caractérisée comme suit.

- Un gouvernement central autoritaire, pratiquant une sorte d'"exécutif impérial".
- L'intervention de l'appareil d'Etat réorientée dans le sens d'une insertion docile dans l'ordre international en recomposition.
- Le pillage du secteur nationalisé productif et rentable.
- Des attaques contre les maigres acquis sociaux.

● Mandat au gouvernement pour infliger une défaite au mouvement ouvrier — la récession provoquée par l'intervention de l'Etat dès l'avènement de Collor n'est, en ce sens, qu'une mesure économique.

Le 15 mars 1992, Collor a fêté ses deux ans à la présidence du Brésil. Il faut analyser ces deux années et les succès obtenus par le gouvernement dans l'application des points prioritaires de son projet néolibéral. L'unité qu'il a été capable de réaliser lui a assuré un appui parlementaire, juridique et politique essentiel pour la mise en œuvre de son plan — l'agitation politique, les difficultés rencontrées sur le terrain parlementaire ou les heurts avec le patronat n'ont pas entaché ce succès.

Les effets de ces "réformes", déjà visibles dans l'ensemble du pays, ne doivent pas être sous-estimés. Ils annoncent une tragédie.

Les privatisations à la brésilienne

L'arme principale de la politique néolibérale est la récession. Elle a été enclenchée par une brutale intervention de l'Etat — à travers une "réforme monétaire" qui a impliqué une brutale ponction sur l'épargne populaire —, et a imposé un contrôle rigoureux de la politique monétaire, suivant de façon hétérodoxe un modèle orthodoxe (1). La récession était l'objectif premier du Plan Collor I qui a atteint son but dans ce domaine, en s'inspirant visiblement de l'"ajustement à la chilienne".

Cependant, le combat contre l'inflation n'a pas obtenu les mêmes résultats — pour ce faire, il a fallu le plan Collor II (2) ; malgré tout l'inflation se maintient encore actuellement aux alentours de 30 %.

Cette politique monétariste de récession continue ; elle a été confirmée dans un récent accord passé avec le Fonds monétaire international (FMI) (3).

En mars 1990, le gouvernement a mis sur pied la prétendue politique industrielle et du commerce extérieur, visant essentiellement à éliminer les restrictions qui frappaient le commerce extérieur — simplification administrative, diminution des taxes à l'importation, mise sur pied de groupes de travail entre les secteurs industriels et le gouvernement pour discuter d'un échéancier d'ouverture commerciale. Dans ce document, qui est surtout une déclaration d'intentions, l'absence de politique industrielle apparaît clairement (4).

Cette "politique industrielle" a été suivie par un plan de soutien à la formation technologique de l'industrie, le 12 septembre 1990 ; par le plan brésilien de qualité et de productivité, du 7 novembre 1990 ; et par le plan de compétitivité industrielle du 27

Chronique d

Le Fonds monétaire international (FMI) vient

Brésil de 2,1 milliards de dollars, et ce n'est pas la seule mesure prise par le gouvernement de Collor, qui reprochent à ce pays débiteur de ne pas respecter ses engagements envers les créanciers du Club de Paris. Mais, le FMI a promis de réussir, coup sur coup, deux "tests" : d'abord de réduire son déficit fiscal et, ensuite, de réduire son déficit courant. Le 15 décembre 1991 à 20 heures, le FMI a annoncé que le Brésil est parvenu à renverser son déficit fiscal et, de l'année — celle-ci vient, cependant, de décembre 1991 à 20 heures, le FMI a annoncé que le Brésil est parvenu à renverser son déficit fiscal et, de l'année — celle-ci vient, cependant, de

Eduardo Albuquerque analyse la restriction du crédit économique

Eduardo ALBUQUERQUE

février 1991. Ces documents définissent une politique d'ensemble et impliquent des transformations concernant d'autres secteurs — par exemple, le plan d'appui à la formation technologique de l'industrie et la nouvelle offensive pour créer des liens entre les universités et les grands groupes industriels ; les mécanismes de contrôle privé sur le financement public de la recherche.

Ces documents constituent l'arrière-plan d'autres actions comme la loi d'informatique et les privatisations. Tout cela vise à établir un "modèle d'industrie" en harmonie avec un type d'"ajustement à la chilienne".

L'offensive du gouvernement dans le domaine de l'informatique et des brevets, faisant pression sur le Congrès pour qu'il vote de nouvelles lois dans le cadre du modèle FMI / GATT (Accord général sur les



une tragédie

prouver un nouveau crédit *stand by* pour le la résistance du Japon et de la Grande- pas avoir payé les arriérés qu'il doit à ses enu et accepté les demandes du Brésil qui s majeurs par cet organisme. D'une part, il tre, à réduire son inflation de 2 % à la fin rendre son envol, passant de 22,1 % en % en janvier 1992.

ation en cours au Brésil, et ses coûts sociaux.

ERQUE *

tarifs douaniers et le commerce), montre le type d'insertion voulue par le néolibéralisme : il s'agit de reconnaître les brevets, en laissant toute liberté aux grands groupes dans le domaine de l'informatique, de la biotechnologie, de l'industrie pharmaceutique, de la chimie, etc (5).

La reconnaissance des droits des grands groupes sur les innovations dans des secteurs de pointe de l'économie mondiale — facteur décisif pour ces groupes à l'ère de la transformation technologique accélérée — est une des conditions pour l'"intégration" économique que préconise l'Initiative des Amériques de Bush (6).

La politique de privatisation (le Programme national de "désétatisation", émis par décret, le 12 avril 1990), même si elle a été proclamée en 1990, n'a été mise en

application qu'en octobre 1991 — en 1990, le gouvernement s'est contenté de passer des accords, de faire des études et de jeter les bases de ce projet.

La privatisation a commencé par Usiminas (une entreprise moderne et rentable du secteur sidérurgique d'Etat) et ressemble plus à celle développée au Chili qu'à celle du Mexique (7).

La victoire remportée par le gouvernement dans l'affaire Usiminas a ouvert la voie aux privatisations. Environ dix entreprises d'Etat ont déjà été bradées — elles sont actuellement dans différentes phases transitoires de préparation de leur privatisation, comme, par exemple, la Compagnie sidérurgique Tubarão (CST), la Compagnie sidérurgique nationale (CSN), Embraer (aviation), Cosipa (sidérurgie), la Lloyd, Alcalis, ou Acesita (acier).

Après ces premiers succès, le gouvernement a pris de l'audace et veut aller plus loin. Il parle maintenant de la privatisation de l'entreprise de télécommunications, Telebras, et même de celle du pétrole, Petrobras.

Dans le domaine politique, le gouvernement prépare le terrain avec des propositions de changements constitutionnels — des "amendements" — qui prévoient la fin du monopole d'Etat sur les télécommunications, l'informatique, le transport et le raffinage du pétrole, la production et la distribution d'énergie électrique (8).

Collor réalise aussi des opérations moins spectaculaires, mais tout aussi importantes, appelées les "privatisations par morceaux" : il remet au secteur privé les parties les plus lucratives et qui nécessitent le moins d'investissement de certains secteurs publics, tout en laissant aux mains de l'Etat les parties les moins rentables.

Quant aux mouvements de capitaux étrangers et à l'"intégration du Brésil dans le circuit international du capital", de nombreuses mesures ont été prises qui ouvrent de nouvelles voies aux capitaux étrangers (des bourses), qui donnent plus de facilités à ses transferts — changements de la loi sur le rapatriement des bénéfices, qui offrent de

très bonnes opportunités aux capitaux étrangers.

Ces changements vont dans le sens des revendications de "libre circulation" du capital. Le Brésil se prépare ainsi à être l'une des plaques tournantes financières de la spéculation internationale, en accroissant le champ pour une rapide valorisation des capitaux oisifs (9) — c'est là une des bases de la politique néolibérale.

Tout pour le capital étranger !

L'ouverture au capital étranger est vue comme la solution magique qui permettra une reprise de la croissance. Mais, selon toute apparence, ce capital est plus intéressé par la spéculation et par l'obtention de certains remboursements de la vieille dette extérieure du Brésil.

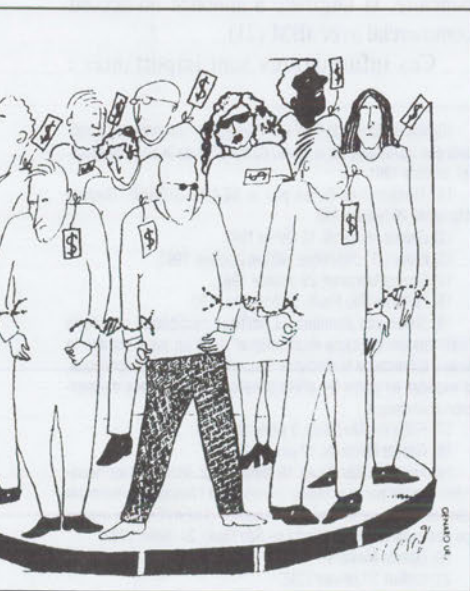
Sans doute pour éviter que les pronostics officiels n'échouent, le gouvernement a ouvert une ligne de crédit pour les multinationales. Le 22 janvier 1992, le président Collor a signé un décret qui autorise la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) à réaliser de tels financements.

Ce fait, inédit depuis que cette institution fonctionne (près de 40 ans), a déjà encouragé 28 demandes de la part de 22 multinationales (dont la Shell, Bayer, Rhodia, Coca-Cola, etc.) qui auront ainsi accès à plus de 330 millions de dollars que cette banque met à leur disposition.

Le gouvernement prépare aussi la privatisation du système de Sécurité sociale, dont les énormes ressources sont convoitées par le secteur financier national.

Ce processus risque d'avoir une double conséquence : détérioration de la qualité des services auxquels ont accès la classe ouvrière et les gens les plus pauvres, d'une part, et rentabilité accrue pour les banques, de l'autre.

La tactique du gouvernement consiste à tenter de prouver que le système de Sécurité



* Eduardo Albuquerque est vice-président du PT du Minas Gerais et auteur de *A força e o robo: As inovações tecnológicas e a luta operária*.

1) Voir *Em Tempo* n° 240, avril 1990.

2) Voir *Em Tempo* n° 249, février 1990.

3) Voir *Gazeta Mercantil*, 13 février 1992.

4) Il est intéressant de noter les critiques faites par certains secteurs qui, en règle générale, ont soutenu les décisions du gouvernement.

D'un côté, des néolibéraux encore plus radicaux pensent que l'Etat contrôle encore trop de choses, à cause du maintien des aides, des incitations, etc. Pour eux, la "politique industrielle" est surtout un complément du plan contre l'inflation. Voir dans *Conjuntura Econômica*, vol. 44, n° 9, septembre 1990, l'article de M. Ronci, "Un cas de libéralisme timide".

Mais il y a aussi des opinions plus prudentes, comme celle de l'ancien ministre João Paulo dos Reis Velloso, qui pense que l'ouverture devrait se faire, mais après la modernisation du pays et pas avant. Voir *Folha de São Paulo*, 22 juillet 1990.

5) Les contreparties et les limitations à cette liberté de

manœuvre seront prévues par la nouvelle loi, en fonction de l'action des parlementaires fédéraux du PT.

6) *Gazeta Mercantil*, 5 août 1991. Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

7) Comme au Chili, les entreprises publiques sont échangées contre des titres de la dette publique — ce qu'on appelle les "monnaies pourries" —, les titres de la dette extérieure (MYDFA) en font partie.

Au Mexique, les entreprises nationalisées sont échangées contre des dollars.

8) Face à la résistance du Congrès, le gouvernement a reculé et a présenté moins d'amendements — tout en maintenant les points concernant la restructuration économique.

9) Selon un article du *Financial Times* sur le "retour à la mode" des investissements en Amérique latine, « les investisseurs seront attirés par les rendements élevés qui devraient être obtenus sur les marchés financiers latino-américains ». Mais, plus loin, une autre estimation est citée : « 60 % de l'argent qui est entré au Mexique consiste en ressources à court terme. L'argent sur d'autres marchés latino-américains est encore plus volatil. » Article traduit dans *Gazeta Mercantil*, 16 octobre 1991.

La crise brésilienne

La crise économique brésilienne exprime l'épuisement d'un modèle d'accumulation capitaliste, *grosso modo* en vigueur depuis 1930. Son premier aspect est l'épuisement des mécanismes de financement de l'accumulation : la fin des capacités du secteur agricole à transférer des revenus aux autres secteurs de l'économie ; l'austérité salariale qui a atteint ses limites ; et les privilèges donnés au secteur financier à partir des années 70. L'économie brésilienne devient ainsi une machine à exporter des ressources — en 1989, lorsque le Brésil n'a pas pu payer les intérêts de sa dette, plus de 15 milliards de dollars ont été transférés à l'extérieur. Cette dynamique alimente certaines tensions : endettement public exacerbé ; aggravation de la fuite des capitaux ; accélération de l'inflation.

Le deuxième aspect de cette crise est l'insolvabilité de l'Etat : la crise fiscale et de la dette extérieure ; la destruction du système fiscal par le grand capital ; les impacts de l'effort à l'exportation ; l'encouragement à la sortie de capitaux — on estime à 50 milliards de dollars les dépôts brésiliens à l'étranger — ; enfin, l'extension du secteur informel — qui représente près de 13 % du PIB*. ★

E. A.

* Voir *Diagnóstico da Economia brasileira*, Groupe d'économistes du PT du Minas Gerais, octobre 1991.

sociale n'est plus viable, et que sa privatisation est la solution magique (10).

Enfin, il faut aussi souligner la politique officielle de délabrement organisé des services publics — dont la santé et l'éducation —, ainsi que le détournement des fonds destinés au secteur social.

La récente lettre d'intentions de Collor, approuvée par le FMI, réaffirme cette politique, et insiste sur le binôme récession / réformes néolibérales.

Il ne faut pas sous-estimer, par ailleurs, l'impact de certaines mesures déjà appliquées ou qui sont annoncées. Au-delà de leurs effets conjoncturels, des modifications structurelles ont commencé à porter leurs fruits — ce qui annonce les risques de la tragédie qui nous guette et l'urgence de formuler un projet alternatif.

Après une "décennie perdue", l'imposition d'une récession de deux ans et la promesse qu'elle va encore se poursuivre, constituent un véritable acte de barbarie.

Dans sa proposition au FMI, le gouvernement brésilien prévoit de poursuivre la récession — une croissance de 0 % est prévue pour 1992.

Les impacts des restructurations

Le coût social d'une telle politique est énorme. Actuellement, dans la seule région de São Paulo — principal pôle industriel du pays —, il y a déjà 1 million de chômeurs, soit 11,3 % de la population active (11). Une étude officielle de 1991 avait déjà noté une réduction de 10,2 % des postes de travail dans les industries brésiliennes — 1991 était, à ce niveau, la pire année depuis 1972 (12).

La détérioration des salaires est aussi importante. En novembre 1991, le salaire minimum a enregistré sa valeur la plus basse depuis son instauration en 1940 — avec un indice de 29 % sur la base de la valeur de 1940 (13).

La combinaison de la politique récessionniste et des attaques entreprises contre les services publics, ainsi que la contraction des investissements sociaux, aggravent la dramatique situation actuelle. La détérioration du tissu social du pays constitue une réalité effrayante, qui existe déjà dans tout le Brésil ; la crise sociale s'accroît.

La politique néolibérale ne constitue en rien une réponse. Elle ne prévoit même pas un projet de relance des investissements dans l'économie brésilienne — ces derniers dans la pré-condition à toute reprise de la croissance économique, point nodal de l'avenir de l'économie brésilienne.

Les chiffres les plus récents concernant la contraction des investissements sont éloquentes.

Il suffit de comparer les données du tableau n° 2 (en p. 18) avec les chiffres de 1974 : en 1974, le total des investissements dans l'économie brésilienne a atteint 25 % du produit intérieur brut (PIB) — la chute actuelle des investissements est donc énorme.

Pour l'année 1991, les premières estimations indiquaient une réduction encore plus forte : selon des sources officielles, les investissements seraient au plus bas, 15,3 % du PIB (14). Il faut aussi souligner la réduction encore plus accentuée des investissements en équipements — dont, par ailleurs, la production nationale, qui a atteint, en 1990, son niveau le plus bas depuis 1980. Pour l'année 1991, les prévisions sont encore plus catastrophiques — la production brésilienne en biens d'équipement a chuté de 18,75 % par rapport à 1990. Cette production, qui avait dépassé 20 milliards de dollars en 1986 n'était que de 11,8 milliards de dollars en septembre 1990 (15).

L'importance des biens de capital dans une économie — c'est ce secteur qui propage le progrès technique —, ces données prouvent que le Brésil est face à une régression particulièrement forte, qui ne semble pas être seulement conjoncturelle, et qui n'est pas non plus le simple reflet de la récession — elle se combine à d'autres manifestations de la "politique industrielle" du gouvernement Collor, et notamment à sa politique d'"ouverture aux importations" (16).

Les multinationales profitent des facilités d'ouverture pour fermer certaines unités de production au Brésil, en expliquant qu'il est plus économique d'amener ces produits à partir d'unités technologiquement plus avancées. C'est le cas de Parker, de Philips — celui-ci a fermé une usine de circuits intégrés à Récife (17) —, de Man Roland — un fabricant allemand de machines graphiques (18) — et de Ford.

Les déclarations du président du syndicat de la métallurgie de São Bernardo do Campo, Vicentinho, sont éclairantes ; il dénonce l'abandon par la Ford de son secteur moteurs : « D'autres entreprises multinationales ont déjà annoncé la désactivation de certains secteurs, avec l'argument que, grâce à la nouvelle politique économique, il est plus intéressant d'importer directement des matrices européennes ou nord-américaines ; les usines d'hier deviennent ainsi de simples unités commerciales pour demain » (19).

Les multinationales sont ainsi en train de modifier leurs projets. Dans l'informatic, par exemple, Itaútec a bloqué la mise sur pied d'une unité de production de lecteurs optiques, et a décidé de revendre au Brésil ce qui était produit à l'étranger.

L'industrie d'équipement Villares, elle, a fermé son département de robotique, tout en décidant de créer une *joint-venture* avec IBM pour la vente de stations de travail (20). Dans le domaine de l'automatisation bancaire, la Digirede a annoncé un accord commercial avec IBM (21).

Ces informations sont importantes :

10) Voir le *Journal da FENASP* (Fédération nationale des syndicats des travailleurs de la santé, du travail et de la Sécurité sociale), octobre 1991.

11) Recherches faites par le SEADE-DIESSE, *Gazeta Mercantil*, 20 février 1992.

12) *Gazeta Mercantil*, 12 février 1992.

13) *Ibidem*, 31 décembre 1991 et 2 janvier 1992.

14) *Gazeta Mercantil*, 29 octobre 1991.

15) *Folha de São Paulo*, 5 décembre 1990.

16) Selon ces données, la politique néolibérale accuse la "déformation du cycle économique" dans un pays comme le Brésil, qui retrouve la tendance "naturelle" d'un pays périphérique, à exporter en partie les effets bénéfiques d'une phase d'expansion économique.

17) *Folha de São Paulo*, 9 septembre 1991.

18) *Gazeta Mercantil*, 17 janvier 1992.

19) *Folha de São Paulo*, 18 février 1992. Voir aussi les déclarations faites par le nouveau président de l'Association nationale des fabricants de véhicules automobiles (ANFAVEA), qui regroupe des multinationales (*Folha de São Paulo*, 24 février 1992).

20) *Gazeta Mercantil*, 14 et 16 décembre 1991.

21) *Ibidem*, 22 janvier 1992.

dans les secteurs stratégiques de l'économie brésilienne — l'industrie de biens de capital, l'informatique, et même l'automobile (qui impulsait, jusqu'à présent, le dynamisme de l'économie) —, la récession se fait déjà sentir (22). Cela aura des répercussions dans d'autres domaines, comme l'éducation, les sciences ou la technologie. En fin de compte, si l'horizon du projet néolibéral est si étroit, pourquoi développer des secteurs qui seront inutiles, même de son propre point de vue ?

Le gouvernement justifie la détérioration actuelle dans l'optique de la reprise de la capacité de financement de l'Etat. Il ne s'attaque pas aux véritables raisons de la crise qui renvoient à l'activité économique "souterraine", pratiquée par les grands groupes exportateurs. Ceux-ci alimentent tout le circuit souterrain — qui englutit des biens pour une valeur d'environ 13 % du PIB, et qui est exonéré de tout impôt (23) — l'économie informelle et la fuite de capitaux (24).

Au contraire, le gouvernement décide d'alimenter encore plus ces secteurs : dans le cadre de sa "nouvelle" politique d'encouragement au commerce extérieur, ces groupes reçoivent encore plus de ressources nouvelles et donc plus de bénéfices (25).

Cette politique dévoile à peine un des aspects centraux du projet néolibéral : celui-ci attribue au secteur privé (national et étranger) le rôle d'agent de financement d'une possible nouvelle expansion. Dans une étude de l'Institut de recherches et d'assistance économique (IPEA), lié au gouvernement, différents scénarios sont prévus pour l'avenir — dans tous les cas, la participation du secteur public est faible : 5,7 % du PIB dans le meilleur des cas ; 3,2 % dans le pire — le secteur privé, lui, pourrait contrôler de 15,7 à 21,4 % du PIB (26).

Même l'hypothèse la plus optimiste de cette étude — qu'il faudrait nuancer à cause des nécessités de taux d'investissement peut-être supérieurs pour récupérer le retard social et technologique de la "décennie perdue" — constitue un changement énorme par rapport au modèle de financement classique de l'économie brésilienne : entre 1975 et 1979 (dernier cycle d'expansion), les investissements publics ont en effet représenté en moyenne 43 % du total des investissements (27).

Ce qu'on appelle l'épargne financière, qui est déjà revenue dans les mains du privé, atteint 80 milliards de dollars en décembre

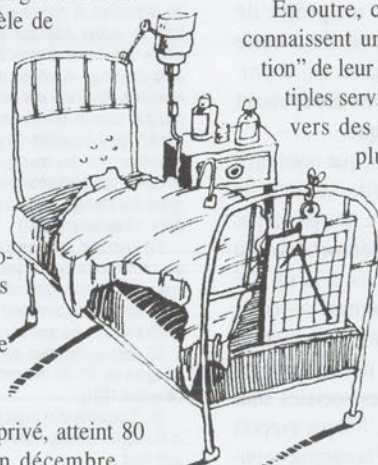


Tableau I
PIB, croissance de l'industrie et revenu par habitant

ANNEE	PIB	INDUSTRIE	AGRICULTURE	SERVICES
1988	-0,1	-3,6	-12,4	-0,1
1989	3,2	5,7	1,8	1,5
1990	-4,6	-8,9	-4,1	-0,6
1991 (1)	1,1	-0,4	2,4	2,1

* Source : IBGE, tiré de *Gazeta Mercantil*, 29 janvier 1991.

1) Pour 1991, il s'agit des données de janvier à septembre.

1991. Nous avons déjà cité les 50 milliards de dollars qui auraient été déposés sur des comptes à l'étranger. Les différentes mesures gouvernementales ont été incapables d'acheminer ces ressources vers la production.

La "valse financière" est de retour, encore plus internationalisée qu'avant. Par ailleurs, il n'y a aucune manifestation des changements escomptés par le gouvernement — la question du financement du développement économique est toujours sans réponse.

La lutte syndicale est plus difficile

La récession rend la lutte syndicale plus difficile. D'abord, dans les grandes unités de production du Brésil où le mouvement syndical combatif a accumulé ses plus grandes capacités de mobilisation et d'organisation : dans les 500 plus grandes entreprises privées, les effectifs ont chuté de 16,5 % depuis l'avènement de Collor (28).

Ensuite, le développement du marché informel, du nombre des travailleurs non déclarés, au cœur même de l'industrie brésilienne, pose de nouveaux problèmes aux syndicats.

En outre, certains secteurs industriels connaissent une tendance à la "tertiarisation" de leur production (transfert de multiples services d'une grande entreprises vers des entreprises sous-traitantes plus petites). Cela établit de nouvelles conditions de lutte dans plusieurs secteurs.

Dans les grandes entreprises d'Etat, l'offensive de la privatisation n'affronte aucune mobilisation sérieuse qui la mette en cause.

La restructuration en

cours touche donc aussi le mouvement syndical, et modifie les conditions de lutte dans lesquelles il s'est développé dans la période récente.

A la périphérie de l'économie capitaliste

Au-delà des effets immédiats de cette politique de récession, un changement structurel est en cours : le passage à une politique d'insertion passive de l'économie brésilienne dans l'ordre international — qui remplace l'insertion dépendante et active prépondérante depuis les années 30 jusqu'aux années 70. Elle est caractérisée par trois traits essentiels.

- La flexibilisation générale de l'économie nationale visant à faciliter la libre circulation du capital — le capital spéculatif, ou des opérations stratégiques de restructuration des entreprises en fonction de la nouvelle phase de concurrence internationale.

- La désarticulation du noyau des grandes entreprises publiques qui, jusqu'à

22) Le débat sur les rythmes d'ouverture devient plus vif ; il porte sur la vitesse de réduction des barèmes de droits à l'importation, et sur des mesures transitoires de sauvegarde pour certaines branches.

Cela ne représente pas une réponse à l'ensemble du projet néolibéral, mais seulement une discussion en son sein. Les secteurs patronaux les plus touchés n'ont pas démontré leur capacité à mettre sur pied une quelconque alternative au néolibéralisme.

23) Document d'un Groupe d'économistes du PT du Minas Gerais, octobre 1991.

24) Dans un document, la puissante Fédération des industries de São Paulo (FIESP) décrète froidement et cyniquement que « grâce au marché informel, la faim n'a pas augmenté avec la récession ». La FIESP « constate » le déphasage qui existe entre la croissance de la consommation d'énergie électrique dans les industries de São Paulo (+ 20 % en 1991), et la baisse de l'emploi industriel (- 8,2 % en 1991). Voir *Gazeta Mercantil*, 17 janvier 1992.

25) Suppression de l'impôt payé sur les composants, les fertilisants et les matières premières de produits destinés à l'exportation — aliments industrialisés, confection, chaussures et machines d'équipement en bénéficieront. Voir *Gazeta Mercantil*, 19 février 1992.

26) "Scénarios socio-économiques pour le Brésil", IPEA, publié dans *Gazeta Mercantil*, 16 mai 1991.

27) Coutinho L., Reichstul H. "Investissement de l'Etat 1974-1980 : cycle et crise", dans *Desenvolvimento Capitalista no Brasil*, vol. 2, São Paulo, Brasiliense, 1983.

28) Voir *Exame*, 5 février 1992.

Tableau II

ANNEE	Investissements / PIB	Inv. équipement / PIB	Equ. importés	Equ. nationaux
1980	22,9	8,5	100	100
1990	16,0	4,9	98	57

— Formation brute de capital fixe / PIB (pourcentage à partir des valeurs à prix constants de 1980).

— Total des investissements en équipement (national et importé) / PIB (pourcentage à partir des valeurs à prix constants de 1980).

— Indices de l'investissement en équipement national et importé (1980 = 100).

En millions de cruzeiros, à prix constant de 1980.

* Source : IBGE. *Conjuntura Econômica*, vol. 45, n° 7, 31 juillet 1991.

présent, jouaient un rôle moteur dans les phases de croissance du pays.

● L'absence de politiques visant à restaurer la capacité de financement du secteur public — les possibles nouveaux investissements étant essentiellement à la charge du capital étranger.

Qui plus est, cette primauté des politiques néolibérales, qui impliquent une dynamique d'insertion passive, se combine avec une réorganisation en profondeur de l'économie internationale qui confine les pays du tiers monde dans une marginalisation accrue.

Même des pays comme le Brésil devront réduire leur poids dans les flux internationaux des capitaux.

Le développement de l'automatisation, des nouveaux matériaux, et de la biotechnologie sont autant de nouvelles caractéristiques du mouvement international (29). On peut même affirmer que la logique du capital l'amènera à une localisation et à une spécialisation toujours plus étroite, qui sera donc capable d'impulser un nouveau cycle de croissance.

L'économie brésilienne va subir l'impact combiné de la prédominance interne de politiques d'insertion passive, au moment même où la réorganisation de l'économie internationale tend à marginaliser de plus en

plus les économies périphériques comme celle du Brésil. La restructuration actuelle annonce bien une tragédie.

L'horizon est noir. L'hypothèse d'une modernisation limitée — si la restructuration continue — qui créerait des "îlots d'efficacité" (30) est socialement perverse (31), elle se combine à un fort degré de récession industrielle et technologique, et ne peut qu'approfondir la crise sociale et la misère.

Il faut évidemment combattre ce projet néolibéral sous toutes ses formes (32).

Il faut donc un projet global, qui soit à la fois une alternative au vieux modèle d'accumulation capitaliste et au nouveau modèle que le néolibéralisme veut imposer. En somme, il faut une troisième alternative pour le Brésil — c'est une tâche urgente et pour le PT et pour les forces démocratiques et populaires.

L'offensive néolibérale a mis le PT et le mouvement populaire dans une position inconfortable ; il n'est pas possible aujourd'hui, par exemple, de se battre contre les privatisations sans faire des critiques à l'ancien fonctionnement des entreprises d'Etat — qui n'ont servi qu'à financer l'enrichissement privé — et sans présenter un autre projet global.

Le PT a besoin d'un projet alternatif

Nous devons élaborer un projet de réformes structurelles qui soit lié à notre projet démocratique et populaire, qui approfondisse la démocratie, tout en construisant un nouveau modèle économique.

Les réformes structurelles que nous proposons doivent expliquer quelle "réforme de l'Etat" nous souhaitons — ce qui passe par une "déprivatisation", une démocratisation et une gestion transparente face à la société —, quel modèle de développement — combinant à la fois le développement du marché intérieur et la diffusion des nouvelles technologies —, quelles réformes sociales sont nécessaires et ce que veut le PT par rapport à l'insertion du Brésil dans l'économie mon-

diale.

En ce sens, le PT a déjà certains acquis : « Si elles sont essentielles pour les investissements publics — point central pour reprendre la croissance économique —, les réformes structurelles sont inconcevables sans des avancées démocratiques, sans la participation populaire et sans une intervention des mouvements sociaux » (33).

Le mouvement ouvrier et populaire a besoin d'un réarmement programmatique complet, sous peine de perdre la bataille face à l'assaut politique et idéologique du néolibéralisme.

Ce réarmement est aussi nécessaire pour encourager une vigoureuse reprise du mouvement social. Le projet alternatif du PT sera la base du programme de Lula pour les prochaines élections présidentielles.

Dans cette tragédie annoncée, le PT doit être à la hauteur des défis qui l'attendent, et parvenir à proposer ce que seuls les socialistes peuvent faire : une alternative démocratique pour le pays. ★

São Paulo, 8 mars 1992

Les illustrations de cet article sont tirées de *Brasil Agora*, journal du PT.



Le président Collor

29) Voir "Notes sur la dynamique périphérique", chapitre du document du Groupe d'économistes du PT du Minas Gerais, octobre 1991.

30) Ce modèle peut être déduit de certains discours de personnes liées au gouvernement. Un des coordinateurs de PBQP a déclaré à la *Gazeta Mercantil*, qu'un des objectifs du programme était que le gouvernement « définisse les secteurs dans lesquels le Brésil est déjà ou tend à être plus compétitif, pour encourager les recherches et créer des lignes de crédit qui les prévoient ». Dans un exposé didactique de la politique d'insertion passive, il affirme que « nous sommes bons, par exemple, dans le domaine de la chaussure, du papier, de la cellulose et nous pouvons être excellents dans celui des aliments. Nous sommes bons et voilà pourquoi nous ne devons pas faire des "chips" électroniques, ni des fabriques nucléaires. Le gouvernement va donc mobiliser les institutions pour que nous générions des ressources, de la technologie et une production croissante dans les domaines où nous avons des chances réelles d'être concurrents sur le marché mondial » (14 septembre 1991).

31) Il introduit des innovations technologiques dans ce secteur qui est toujours dynamique (exportateur), il licencie des travailleurs et ne crée pas encore de nouveaux secteurs qui pourraient absorber ce contingent de chômeurs, qui viendra grossir le nombre de ceux qui sont à la recherche d'un emploi.

32) Voir la résolution sur la conjoncture adoptée par le 1er Congrès du PT de décembre 1991 (*Inpecor* n° 343 du 20 décembre 1991).

33) "L'urgence d'un projet pour le Brésil", document adopté par la Rencontre nationale des économistes du PT, Belo Horizonte, août 1991.

L'histoire reprendra son cours

Quand Francis Fukuyama, ancien conseiller en politique étrangère du Département d'Etat des Etats-Unis, a publié son article "La fin de l'histoire", en 1989, il a bénéficié de la célébrité accordée à quelques rares intellectuels dans le monde anglo-saxon. Bien qu'il ait été publié dans un obscur magazine de droite, *The National Interest*, cet article a séduit les foules parce qu'il caractérisait la défaite du stalinisme comme la victoire finale de la démocratie libérale et de l'économie de marché libre.

Phil HEARSE



SON NOUVEAU livre, *La fin de l'histoire et le dernier homme* (1), qui approfondit et modifie son analyse, est devenu à son tour l'objet d'une intense controverse.

La thèse de Fukuyama peut être brièvement résumée comme suit. D'abord, contrairement à ce qui est largement répandu, l'histoire serait compréhensible et posséderait, selon lui, une direction et une logique ; là-dessus, Marx, et surtout Hegel, avaient raison. L'histoire avancerait vers l'établissement de l'Etat démocratique libéral et de l'économie de marché libre, en tant que formes parfaites de la société humaine.

Selon Fukuyama : « Au fur et à mesure que l'humanité approche de la fin du millénaire, les crises jumelles de l'autoritarisme et du socialisme n'ont laissé en lice qu'un seul combattant comme idéologie potentiellement universelle : la démocratie libérale, doctrine de la liberté individuelle et de la souveraineté populaire. (...) Pourtant, le fait qu'il y aura des retours en arrière et des déceptions dans le processus de démocratisation, ou que toute économie de marché ne sera pas forcément prospère, ne doit pas nous écarter du modèle général qui paraît émerger dans l'histoire du monde. Le nombre apparent de choix que les pays affrontent en déterminant comment ils vont s'organiser politiquement et économiquement est allé en diminuant [souligné par l'auteur, ndlr] avec le temps. Parmi les divers types de régime qui sont apparus au cours de l'histoire des hommes, depuis les monarchies et les aristocraties jusqu'aux

théocraties et aux dictatures fascistes et communistes de notre siècle, la seule forme de gouvernement qui ait survécu intacte jusqu'à la fin du XXe siècle a été la démocratie libérale » (2).

Pour Fukuyama, la croissance économique dépend de l'existence d'un marché libre capitaliste. Tout pays du tiers monde pourrait acquérir le statut de pays développé s'il abandonnait les expériences de la planification d'Etat et du "mercantilisme". Ainsi, le caractère dépendant des économies latino-américaines proviendrait de l'intervention de l'Etat dans l'économie, d'expériences comme le péronisme et le régime des généraux péruviens, et de l'échec à établir efficacement le marché libre. Au contraire, le succès des nouveaux pays industrialisés asiatiques tels Taïwan, Singapour, la Corée et Hong Kong serait à portée de la main de tous ceux qui libéreraient leurs économies des chaînes de l'intervention étatique.

Rien de nouveau sous le soleil

Fukuyama avance un argument complexe pour expliquer pourquoi les économies de marché libre tendent naturellement vers la démocratie libérale. L'efficacité économique et l'innovation se développeraient grâce aux libertés démocratiques. Les économies les plus avancées, avec un niveau élevé d'éducation, tendraient à créer des sociétés civiles développées, et donc un potentiel plus grand pour l'organisation de groupes de pression d'opposition. Mais, plus important, les économies capitalistes de marché libre seraient le terrain de prédilection de l'expression d'un mécanisme fondamental de l'histoire humaine : la lutte individuelle pour la "reconnaissance" et le statut — les sociétés totalitaires écrasant naturellement les luttes individuelles de ce

type. Finalement, il n'y a rien de très nouveau chez Fukuyama. Seymour Martin Lipset avait popularisé la thèse du "capitalisme et de la démocratie" dans les années 50 — pendant la "guerre froide" — établissant un mécanisme permanent dans la pensée sociologique, qui fait de la démocratie un produit semi-automatique du capitalisme avancé (3). La philosophie de l'histoire de Fukuyama, qu'il baptise « *Histoire universelle de l'humanité* », est entièrement reprise de Hegel. La fin de l'histoire est représentée par l'effondrement du Mur de Berlin, mais ce processus aurait commencé avec la Révolution française, culminant à la bataille d'Iéna en 1806, quand l'armée républicaine de Napoléon a écrasé les *junkers* prussiens.

Il est évident que la célébrité de Fukuyama se base plus sur le caractère apparemment plausible de ses idées, que sur l'originalité de ses points de vue.

Malgré un accueil enthousiaste aux Etats-Unis, Fukuyama a eu une mauvaise presse unanime en Grande-Bretagne, en partie à cause de la tendance empiriste de l'establishment intellectuel, qui rejette la théorie de la globalité historique ; mais aussi à cause de l'importance de la gauche et de l'intelligentsia influencée par le marxisme.

Un défi au marxisme

Mais il faut reconnaître que les idées de Fukuyama représentent un défi sérieux pour le marxisme, qu'il faut relever. Contrairement aux post-modernistes faibles d'esprit qui pensent que l'histoire est inintelligible, Fukuyama a le mérite de proposer une explication alternative cohérente globale de l'histoire humaine qui, potentiellement au moins, semble pouvoir expliquer les développements contemporains de la politique mondiale et les replacer dans un contexte historique.

Fukuyama a raison quand il déclare que l'histoire est cumulative et a une direction. Pour avoir eu l'audace de soutenir cela, il a été dénoncé par le "nouveau philosophe" français Bernard-Henri Lévy comme « *le dernier marxiste* ». Rejetant les théories cycliques ou accidentelles de l'histoire, Fukuyama pense que le développement de la science est essentiel pour l'augmentation de la richesse humaine. Du point de vue marxiste, il lui manque évidemment une prise en compte des rapports entre la science et la production, entre l'augmentation des connaissances humaines et le développement des forces productives.

Mais, au cœur de sa théorie, on trouve

1) *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Francis Fukuyama, Editions Flammarion, Paris, 1992.

2) Op. cité, p. 67-70.

3) Seymour Martin Lipset, *Political Man*, Garden City, Anchor Books, 1960.

une proposition solide qui, si elle était vraie, rendrait le marxisme superflu : le capitalisme contemporain est capable d'accomplir les mots d'ordre de la révolution française : liberté, égalité (relative), et fraternité (parfois). Contrairement à ce qu'avance le philosophe post-moderniste Jean-François Lyotard, nous ne sommes pas dans une période de « *fin des grands récits* ». Selon Fukuyama, au contraire, alors que le détour historique par le totalitarisme (fascisme et révolution d'Octobre) s'est achevé, le grand récit de la Révolution française peut aller jusqu'à son terme. Il en résultera une société où l'histoire, en tant que succession d'événements, ne s'achèvera pas, mais où l'affrontement titanique entre les classes et les systèmes sociaux sera, lui, dépassé.

La thèse de la « fin de l'histoire » se base sur plusieurs suppositions cruciales. D'abord, selon Fukuyama, la démocratie, même si elle ne découle pas automatiquement du capitalisme, est, en tout cas, le produit habituel des sociétés capitalistes avancées. Ensuite, le capitalisme international est relativement stabilisé et peut potentiellement connaître une croissance économique infinie. Enfin, comme nous l'avons vu plus haut, chaque pays peut, en temps voulu, devenir un pays capitaliste avancé, et, par conséquent, démocratique.

L'idée selon laquelle chaque pays du tiers monde peut connaître un développement économique, s'il réussit à faire fonctionner le marché libre, est, en fait, l'une des thèses les plus absurdes de Fukuyama. Il s'attaque de manière extravagante aux théories de l'impérialisme et de la dépendance, surtout celles qui deviennent populaires en Amérique latine après la révolution cubaine (Cuba est décrite comme une « *vilaine petite dictature* »).

Il est peut-être possible de discuter avec quelqu'un qui croit sincèrement qu'une économie de marché libre aiderait au développement en Argentine et au Brésil ; mais avancer des idées similaires pour le Bangladesh ou le Soudan est sûrement de la folie. L'un des traits les moins probants du livre de Fukuyama est qu'il accuse systématiquement les victimes du sous-développement capitaliste d'être les artisans de leur propre malheur.

La démocratie au compte-gouttes

Il n'est nulle part admis dans ce livre que le fossé entre les pays riches et les pays pauvres s'agrandit, ni même que le développement des pays avancés a peut-être un rapport avec l'histoire de l'impérialisme. Un autre aspect peu concluant des conseils de Fukuyama pour le tiers monde est sa crainte des tentatives « prématurées » d'instauration

de la démocratie. D'après lui, dans un pays comme les Philippines, la démocratie ne sert qu'à laisser le champ libre à une bataille entre les classes réactionnaires pré-capitalistes, les grands propriétaires terriens, et la gauche léniniste qui s'est développée pour les renverser ; pour Fukuyama, il vaudrait bien mieux se diriger vers une modernisation autoritaire capable d'écraser la droite et la gauche, et préparer ainsi la voie au marché libre.

L'équation entre capitalisme avancé et démocratie est une idée plus sérieuse, qui est très présente dans les consciences populaires occidentales. Les critiques peuvent souligner le fait qu'il n'existe, au grand maximum, que 25 démocraties constitutionnelles dans le monde. Mais l'argument choc de Fukuyama est que tous les pays capitalistes avancés sont des démocraties parlementaires. Les marxistes doivent répondre sérieusement à cette idée. Ainsi, l'existence à long terme de la démocratie parlementaire depuis la Seconde Guerre mondiale contraste assez fortement avec l'affirmation d'Engels selon laquelle le bonapartisme est « *la religion de la bourgeoisie* ».

La relative stabilité de la démocratie libérale est sûrement liée à la période de stabilité économique prolongée du long boom de l'après-guerre, et par là même à l'habileté de la bourgeoisie à octroyer de très importantes concessions à la classe ouvrière ; mais aussi à l'expérience catastrophique de la bourgeoisie impérialiste avec le fascisme durant la Seconde Guerre mondiale.

L'absence de formes autoritaires de gouvernement est profondément liée au fait qu'il n'existe pas une urgence économique ou sociale du point de vue de la classe dominante. Le principe de l'impossibilité du retour d'un pouvoir autoritaire se base largement sur le pari d'une croissance économique continue et stable — il est difficile d'imaginer comment Fukuyama explique l'ascension du Front national en France et d'autres mouvements fascistes européens, qui plongent précisément leurs racines dans la crise économique.

Un optimisme aveugle transparaît aussi dans son approche de régions comme l'ancienne Union soviétique et le Moyen-Orient. Selon lui, elles se développeront économiquement, et cela conduira à une démocratie libérale parce que la théorie le veut. La perspective d'une longue période de gestion autoritaire n'est tout simplement pas prise en compte.

La parution du livre de Fukuyama coïncide avec la publication d'une étude historique détaillée et comparative de plusieurs des thèmes qu'il évoque — *Capitalism Development and Democracy* — écrite par trois sociaux-démocrates canadiens (4). Ceux-ci arrivent à la conclusion que, par-

tout, les classes qui détiennent la terre sont les couches sociales les plus réactionnaires et les plus hostiles à la démocratie. Mais, il n'y a cependant pas de prédilection de la bourgeoisie pour la démocratie ; à chaque fois, la démocratie est le produit de la force et de l'importance du degré d'organisation de la classe ouvrière, et de l'histoire de la lutte pour les droits démocratiques. La démocratie constitutionnelle est donc le produit d'un compromis entre les classes. Cette approche est, bien sûr, totalement étrangère à Fukuyama.

La rébellion du «dernier homme»

Le nouveau livre de Fukuyama introduit un nouvel élément sur la prétendue victoire imminente de la démocratie libérale capitaliste à l'échelle mondiale. La victoire capitaliste donne naissance à un «dernier homme» qui vit dans une société où toutes les questions fondamentales ont été résolues. Il n'existe plus aucune possibilité de lutter pour des buts plus élevés, mais le danger serait de produire une société de consommateurs qui s'ennuient. Fukuyama espère qu'ils ne se révolteront pas contre cette sublime existence de zombies pour renouer avec le cours de l'histoire.

Ici, Fukuyama se fait prendre à son propre piège, en adoptant une série d'éléments qui sapent l'ensemble de la théorie. Ainsi la vie potentiellement morose du «dernier homme» résulterait du «déclin de la communauté» et du développement de l'existence isolée du consommateur.

Fukuyama aurait dû lire un peu plus Marx. Même si l'ensemble de sa théorie était justifié, pourquoi faut-il que le résultat final soit une société aussi apathique, ennuyeuse et aliénée ? Le fait qu'il existe un danger de possible rébellion du «dernier homme» n'aurait-il pas un rapport avec la nature intrinsèque du capitalisme ? Avec la logique d'une société vouée à la production de plus en plus de choses inutiles, pour des gains de plus en plus destructeurs ? L'humanité n'est-elle pas capable de quelque chose d'un peu plus profond que l'engouement pour tel ou tel moteur de voiture, ou que la campagne publicitaire vulgaire et consternante qu'on nous présente comme une élection présidentielle aux Etats-Unis ?

Fukuyama a raison. Même si la victoire du marché libre et de la démocratie constitutionnelle est à portée de la main, les situations catastrophiques et indignes, contre lesquelles nous devons nous rebeller, ne manquent pas. L'histoire reprendra son cours. ★

18 mars 1992

4) *Capitalist Development and Democracy*, par Dietrich Rueschemeyer, Evelyn Huber Stevens et John D. Stevens, Polity Press.

Les "déviation" de marché

Au cours des derniers mois, la presse internationale a mis en avant les réussites économiques chinoises et la relance des orientations esquissées à partir de la fin des années 70, partiellement rectifiées à l'automne 1988 et après le massacre de la place Tiananmen (voir *Inprecor* n° 290 du 12 juin 1989). Selon certains journaux, le groupe dirigeant chinois favoriserait un développement du capitalisme à grande échelle en élargissant les secteurs privés, nationaux et étrangers. Paradoxalement, les investisseurs étrangers semblent plus disposés à s'engager en Chine que dans certains pays d'Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique (voir *Inprecor* n° 333 et 340 des 21 juin et 8 novembre 1991).

En novembre 1991, le comité central du Parti communiste chinois (PCC) a pris des décisions importantes, dont la "réhabilitation" partielle de Zhao Ziyang, ancien secrétaire du Parti, limogé après la crise de mai-juin 1989, et a annoncé la convocation du XIVe Congrès du PCC pour la fin 1992.

Livio MAITAN



CE COMITE central de novembre 1991 a non seulement confirmé, mais y compris relancé l'orientation économique réformiste en cours. Pour reprendre les termes utilisés dans une publication officielle : « Des décisions importantes ont été prises pour poursuivre la réforme des entreprises d'Etat et accélérer la croissance de l'agriculture » (1).

Plus précisément, dans le cadre d'une organisation de l'agriculture qui restera basée sur les noyaux familiaux, les investissements pour la modernisation augmenteront. En même temps, le comité central a prôné « une socialisation du système des services et un renforcement graduel du secteur collectif de l'économie rurale » (2), ainsi qu'« un renforcement de la direction du Parti sur le travail rural » (3). Par ailleurs, 52 % des prix des produits agricoles seraient désormais réglés par le marché (4).

En ce qui concerne la réhabilitation partielle de Zhao Ziyang, on ne connaît, pour l'instant, que des versions non officielles, jugées assez crédibles par la presse internationale. Les accusations les plus graves à l'égard de Zhao — « avoir divisé le Parti » et « appuyé les désordres » — n'ont pas été retenues et l'ancien secrétaire ne serait responsable que de « manque de vigilance face à l'idéologie bourgeoise ». Au-delà des

textes, la décision concernant Zhao indique que les courants réformistes marqueraient aussi des points sur le terrain politique. Cela ne signifie pas, toutefois, qu'il y ait des changements substantiels dans les options de la direction chinoise. En fait, au moment même où il relançait le cours économique réformiste, le comité central de novembre réaffirmait le principe du parti unique et aucune concession à ce sujet n'a été faite, même pas verbalement, par Li Peng lors de sa dernière tournée à l'étranger. Par ailleurs, si quelques prisonniers politiques ont été libérés au mois de novembre, la plupart de ceux arrêtés après Tiananmen demeurent en prison.

Une ligne pour cent ans !

Ces orientations ont été récemment confirmées, voire accentuées, lors d'une importante réunion du bureau politique du PCC et de la session de l'Assemblée nationale populaire (ANP).

Le bureau politique a adopté une résolution, mise en avant par le quotidien du Parti, qui souligne la nécessité d'éviter « des déviations de gauche », tout en demeurant vigilant face aux « déviations de droite ». Il faut, selon les dirigeants de Pékin, accélérer les réformes et les ouvertures au monde extérieur, de sorte à stimuler autant que faire se peut l'économie et avancer dans la voie du socialisme à la « chinoise ». Dans ce but, il est nécessaire de « choisir et d'adopter les méthodes modernes de gestion économique d'autres pays, y compris les pays occidentaux », explique la résolution, qui ajoute :

« Une évolution est socialiste ou capitaliste selon qu'elle rend possible [ou non] le développement des forces productives sous le socialisme, le renforcement de la puissance nationale du pays et l'amélioration du niveau de vie du peuple. » Pour souligner le caractère solennel de ses décisions, la direction chinoise a même eu recours à l'emphase, qui revient souvent dans les textes chinois : « La ligne fondamentale du Parti devra rester inchangée pendant 100 ans ! »

Le vieux Deng et le journal du parti n'avaient pas hésité, dans les semaines précédentes, à avancer des justifications théoriques aux choix réformistes. *Le Quotidien du Peuple* a écrit, le 23 février 1992 : « L'histoire mondiale récente nous apprend que les pays sous-développés, en particulier ceux qui ont une longue histoire féodale, doivent utiliser correctement le capitalisme plutôt que le rejeter tout simplement. Nous ne pourrions devenir prospères et nous développer qu'en assimilant de façon critique les éléments de la culture occidentale qui nous sont utiles et non pas en les dédaignant. »

La session de l'ANP s'est déroulée comme prévu sur la même longueur d'onde, après que le rapport du Premier ministre Li Peng ait donné le ton. Fondamentalement, l'orientation réformiste, combinée au maintien du contrôle politique par la bureaucratie centrale, y a été réitérée. Li Peng a dit, entre autres : « Nous devons (...) oser introduire des innovations et avoir une approche plus audacieuse en matière de réformes et d'ouvertures. » Dans cette optique, il faudra, par exemple, développer davantage les bourses ; les entreprises publiques devront se mesurer avec d'autres sur le marché. Mais, en même temps, Li Peng a ajouté qu'il faudra « écraser les activités criminelles de toute sorte », et maintenir le cap sur le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Zedong.

Toutes ces décisions n'ont pas été le fruit d'une élaboration commune des principaux dirigeants chinois. Si un accord existe, fort probablement, sur un certain nombre de mesures économiques et encore plus sur la nécessité de garder le contrôle de la situation politique, il n'y a pas d'unanimité sur l'ampleur des concessions à faire pour obtenir des investissements étrangers, ni sur les mesures à adopter pour les entreprises d'Etat déficitaires, et encore moins sur les zones économiques spéciales — des collaborateurs du comité central auraient d'ailleurs demandé leur suppression, selon *Le Monde*, du 22 mars 1992.

Une lutte assez serrée a eu lieu avant la réunion du bureau politique du mois de mars

1) *China Economic News*, 6 janvier 1992.

2) *L'Unità*, 29 novembre 1991.

3) *China Economic News*, 9 décembre 1991.

4) *Financial Times*, 7 janvier 1992.



1992 ; c'est à cette occasion que Deng Xiaoping est apparu à nouveau en première ligne, effectuant une tournée dans le Sud, et plus particulièrement dans des zones spéciales, prononçant des déclarations retentissantes. Dans cet affrontement, différents dirigeants ou courants ont exploité le soutien de "notables" régionaux ou provinciaux et de certains secteurs de l'appareil politique et économique — les survivants de la vieille garde ont apparemment joué un rôle majeur. Pour l'instant, les partisans les plus résolus de la ligne de Deng semblent avoir eu le dessus — mais de nouveaux affrontements auront probablement lieu lors de la préparation du prochain Congrès du Parti.

De nouvelles rectifications, voire de nouveaux tournants, ne manqueront pas de se produire — au vu de l'ampleur et la gravité des problèmes économiques qui subsistent.

Les résultats de 1991

Bien qu'on ne dispose pas encore de toutes les données officielles concernant le bilan de l'année 1991, la croissance économique globale aurait été de 7 ou 8 % (14 % pour l'industrie). La production de céréales se serait maintenue, en atteignant 425 millions de tonnes, malgré les inondations ravageuses de 1991, elle aurait atteint 425 millions de tonnes — elle avait été de 435 millions de tonnes en 1990, un véritable record historique (5). Mais ces chiffres cachent plusieurs problèmes :

- l'année 1991 a enregistré un déficit budgétaire record de 21,11 milliards de yuan (soit 8,76 de plus que prévu) ;

- une partie importante des entreprises du secteur d'Etat — entre 30 % et 40 %, et même plus selon certaines estimations — est toujours déficitaire (6) ;

- fin 1991, la valeur des stocks inventés correspondait à un tiers du produit national brut (PNB) ;

- une partie importante des produits continue d'être de mauvaise qualité ;

- la productivité reste insuffisante et le retard technologique est loin d'être surmonté ;

- l'inflation aurait atteint 10 % en 1991.

Le déséquilibre croissant entre les provinces beaucoup plus dynamiques de la Chine côtière et les autres va en s'accroissant.

Le charme discret du secteur privé

L'un des objectifs principaux de la politique étrangère chinoise est d'obtenir de nouveaux investissements et de réaliser des accords commerciaux d'envergure. Ces efforts ne sont pas sans résultats : les capitalistes, les banquiers et autres financiers à la recherche de nouveaux débouchés et de profits ne se préoccupent guère du caractère très peu démocratique du gouvernement de Pékin ! Début 1991, des étrangers ont été autorisés à participer aux opérations boursières par l'achat d'actions avec les mêmes droits que les actionnaires nationaux. La fièvre d'achat continue à la Bourse de Shanghai ainsi qu'à celle de Shenzhen, alors qu'on annonce l'ouverture prochaine d'une nouvelle Bourse à Canton.

La prochaine mise sur pied d'une zone de libre commerce sur l'île de Haïnan est planifiée, avec une participation importante d'investisseurs japonais (7). En outre, pour faciliter le commerce international, la Chine prévoit de lever des barrières protectionnistes sur des produits d'importation (8). Enfin, en ce qui concerne le poids du secteur privé, des chiffres qui semblent discutables sont récemment parus dans la presse internationale. Selon le *New York Times*, « cette année ou la prochaine représentera une étape cruciale : pour la première fois depuis des décennies de règne du Parti communiste, moins de la moitié de la production

industrielle viendra des entreprises d'Etat » (9). Deux articles du *Financial Times* vont encore plus loin : « [En 1991] moins de la moitié de la production industrielle, 46,6 %, provenait du secteur nationalisé » (7 janvier 1992). « Le secteur d'Etat produit maintenant environ 55 % de la production industrielle du pays » (27 janvier 1992). Par ailleurs, selon une étude sur l'économie chinoise de 1990-1991 : « Les entreprises publiques représentent 56 % de la production industrielle » (10).

Les secteurs industriels privés, et encore plus les *joint ventures* et les entreprises étrangères, ont connu et connaissent des taux de croissance largement supérieurs à ceux du secteur d'Etat. Néanmoins, les estimations citées, qui ne concordent pas avec d'autres chiffres fournis par des sources officielles, paraissent largement surestimées. Ce décalage pourrait dépendre de la caractérisation qui est faite des "entreprises collectives" dont font partie les *township industries*. Ces entreprises n'appartiennent pas au secteur d'Etat au sens strict, mais cela ne signifie pas qu'elles soient nécessairement aux mains du secteur privé — des publications officielles signalent la possibilité de cette double interprétation.

China Economic News du 3 février 1992, après avoir rappelé que, selon la loi chinoise, une société privée est une entreprise privée capitaliste lorsqu'elle emploie plus de huit personnes, estime que la valeur globale de la production des entreprises privées équivaut à 1 % du revenu national. Ce journal ajoute que, si on prend en compte aussi les entreprises qui ne sont pas officiellement enregistrées, le secteur privé serait plus important, mais resterait en-dessous des estimations des journaux occidentaux cités.

Quoi qu'il en soit, une croissance progressive du secteur privé ne pourra que provoquer, à moyen ou à court terme, des tensions de plus en plus aiguës : les mécanismes de planification qui subsistent risquent d'être affectés et les déséquilibres de l'économie chinoise se verront aggravés. Cela ne sera pas sans conséquences politiques et ne manquera pas d'entraîner secousses et crises. ★

Mars 1992

5) Bilan économique et social 1991, publié par les éditions du Monde.

6) En 1990, l'industrie d'Etat avait connu un taux de croissance négatif (-2,9 %), alors que l'industrie privée avait progressé de 21,6 % et les *joint ventures* de 56 %.

7) *International Herald Tribune*, 18 mars 1992.

8) *Ibidem*.

9) *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, novembre 1991.

10) *International Herald Tribune*, 19 décembre 1991.

Dans les geôles de Deng

Liu Shanqing a été libéré le 25 décembre 1995 d'une prison chinoise proche de Guangzhou, dans le département de Canton, après avoir purgé une peine de dix ans. Arrêté le 25 décembre 1981, il avait été accusé de « *propagande et incitation contre-révolutionnaires* ». Il a purgé la totalité de sa condamnation, sans aucune remise.

Gregor BENTON



Liu Shanqing, âgé de 39 ans, ancien dirigeant du mouvement étudiant de Hong Kong au début des années 70, a été arrêté alors qu'il essayait de rendre visite aux familles

de He Qiu et de Wang Xizhe, des dirigeants emprisonnés du mouvement du Mur de la démocratie de 1979. Durant les sept ou huit premiers mois de sa détention, il a été interrogé pratiquement quotidiennement ; on voulait l'obliger à admettre ses activités contre-révolutionnaires. Il a refusé de le faire, soulignant, au contraire, que ses activités étaient révolutionnaires. Il a demandé à ses juges de fournir la preuve de ses prétendus méfaits, mais ils en ont été incapables.

En 1985, soumis à une importante pression, Liu a écrit une lettre admettant qu'il avait commis des fautes et demandait la clémence. On lui a alors accordé quelques menus privilèges, dont une radio. Un an plus tard, il a renié cette confession et a été placé à l'isolement. On lui a aussi refusé le droit de travailler — il a donc été privé de tout exercice et de son petit revenu.

Quand ses geôliers ont découvert que Liu avait transmis à sa famille une copie de son verdict et lui avait demandé de le publier à Hong Kong, comme punition, ils l'ont enfermé dans un cachot obscur pendant un mois. En novembre 1991, juste avant la fin de sa peine, on lui a dit qu'il ne serait pas relâché tant qu'il ne plaiderait pas coupable. Il s'y est refusé, mais heureusement cette menace n'a pas été mise à exécution.

Amnesty International avait adopté Liu comme prisonnier de conscience, et ses amis de Hong Kong ont organisé des grèves de la faim et lancé des appels pour faire connaître

son cas publiquement. Son nom figurait sur la liste de prisonniers remise par le Premier ministre britannique, Jonh Major, à Li Peng lors de sa visite à Pékin en septembre 1991. Les autorités coloniales de Hong Kong ont également lancé des appels en faveur de Liu. Aucune de ses pressions n'a eu d'effet : Liu a accompli ses dix ans, contrairement à d'autres prisonniers graciés pour avoir adopté une « attitude coopérative ».

Retour à Hong Kong

Liu Shanqing a été fêté comme un héros lors de son retour à Hong Kong, où il continue à faire campagne pour la libération d'autres dissidents chinois emprisonnés, surtout Wang Xizhe (un marxiste révolutionnaire) et Wei Jingsheng (un démocrate libéral). Le 29 décembre 1991, à Hong Kong, 27 organisations et 116 personnes ont signé une déclaration exprimant leur « *profonde admiration* » pour « *ce fervent et indomptable guerrier de la démocratie* » et appelant au « *renversement de la direction bureaucratique en Chine* ».

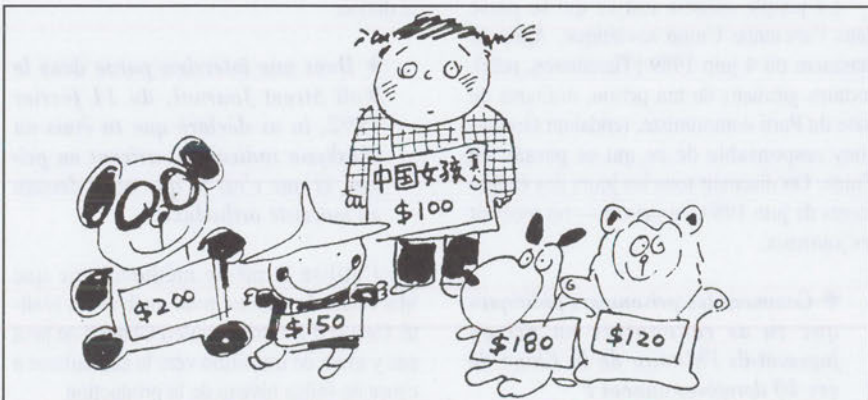
Ce n'est pas l'ensemble du mouvement démocratique de Hong Kong qui a participé aux protestations contre l'arrestation et l'emprisonnement de Liu ; beaucoup de militants lui étaient hostiles à cause de ses liens avec les trotskystes. De retour à Hong Kong, Liu a déclaré lors d'une conférence

de presse : « *Je suis un marxiste léniniste. "Trotskyste" est un terme que nos ennemis utilisent généralement contre nous. Cependant, c'est vrai que je partage les idées de Trotsky.* »

Zhang Wenguang, membre de la direction de la Fédération patriotique des citoyens en soutien au mouvement démocratique, a exprimé ses regrets, dans le journal Xinhao de Hong Kong. « *Après l'écrasement du printemps de Pékin [le mouvement démocratique de 1979, ndlr], des amis m'ont écrit que Liu Shanqing s'était rendu en Chine pour rendre visite à des membres du mouvement démocratique, et qu'il avait été arrêté. A l'époque, cela m'a surpris ; la visite de Liu en Chine semblait risquée et peu opportune. Ensuite, les amis de Liu ont organisé une campagne pour le soutenir. J'ai suivi ces activités de près, mais sans y participer. La campagne continuait année après année, isolée ; n'y participaient que des membres du clergé ou des proches des trotskystes. J'avais déjà organisé un grand nombre de mouvements sur des questions sociales, mais j'étais toujours resté très méfiant envers les campagnes des trotskystes, et je n'avais jamais voulu y participer. En repensant à tout cela, je me dis que j'ai eu tort. Mon attitude était étroitement sectaire. J'étais aveugle car, derrière nos divergences d'opinion, beaucoup de choses nous rapprochaient, comme les sentiments humains, la sincérité, un attachement profond à notre mère patrie, et les désirs de démocratie et de liberté. Le mouvement de 1989 m'a ouvert les yeux (...); j'ai compris que, sur la route de la démocratie, nous devons nous unir le plus largement possible.* »

Liu Shanqing, qui a défié la persécution politique, est le plus récent des prisonniers trotskystes en Chine. Son arrestation a eu lieu, jour pour jour, 29 ans après celle de 2 à 300 trotskystes, le 25 décembre 1952, par le nouveau régime de Mao. En 1979, 27 ans après, Zheng Chaoling et onze autres survivants de cette première vague de répression étaient remis en liberté surveillée, avec des idéaux intacts, tout comme Liu Shanqing. ★

Londres, février 1992



Le combat continue

Liu Shanqing a passé dix ans dans les prisons chinoises, condamné pour « activités contre-révolutionnaires » après s'être rendu de Hong Kong — où il habitait — en Chine pour visiter des familles de prisonniers politiques. A l'époque, il militait dans un groupe trotskyste de Hong Kong ; aujourd'hui il se définit lui-même comme un marxiste indépendant et orthodoxe.

Inprecor l'a rencontré lors de son passage à Paris, à l'occasion d'une tournée internationale pour faire connaître la lutte des dissidents chinois.

INPRECOR : *On lit souvent dans la grande presse que le gouvernement chinois a réussi à combiner avec succès un système bureaucratique, basé sur la répression avec des réformes de marché (voir l'article de L. Maitan en p. 21) et que le régime serait stable.*

LIU SHANQING : Je pense, au contraire, que le gouvernement chinois n'est pas stable ; je ne crois pas qu'il puisse résoudre les problèmes économiques du pays. Le régime n'est pas socialiste et il ne peut guère avoir confiance dans les travailleurs ; il essaye de réintroduire le capitalisme en Chine, qui est tout aussi incapable de résoudre les problèmes de ce pays.

♦ *A ton avis, les événements prendront-ils la même tournure en Chine que dans l'ancienne Union soviétique ?*

Le stalinisme s'effondre, c'est une tendance internationale. Lorsque le régime chinois s'écroulera, il y aura une longue période de chaos, car il n'y a actuellement aucune alternative révolutionnaire à ce gouvernement. Personne n'aime le chaos, mais il n'y a pas d'autre solution pour sortir de la situation actuelle et cela représentera donc un pas en avant.

Le peuple chinois suit ce qui se passe dans l'ancienne Union soviétique. Après le massacre du 4 juin 1989 [Tiananmen, ndlr], certains gardiens de ma prison, militants de base du Parti communiste, rendaient Gorbatchev responsable de ce qui se passait en Chine. On discutait tous les jours des événements de juin 1989, en prison — on recevait les journaux.

♦ *Comment les prisonniers politiques que tu as rencontrés en prison jugeaient-ils l'histoire de la Chine de ces 40 dernières années ?*

En général, ils considéraient que cela avait été une énorme erreur. Ils avaient de grandes illusions sur le capitalisme. Les choses sont différentes en Chine et en l'Europe de l'Est — il n'existe aucun soutien pour le retour à un système impérial, par exemple ; les gens rêvent du modèle américain, même pas de celui de Hong Kong. La foi dans le capitalisme est très répandue, et pas seulement parmi les intellectuels. Evidemment, les travailleurs envisagent la question de façon plus prosaïque.

♦ *Jusqu'où sont allées les réformes capitalistes en Chine ?*

En ce qui concerne les rapports entre les sociétés, très loin ; mais, dans ces compagnies, il n'y a pas de propriété privée.

♦ *Lors du mouvement démocratique de 1989, l'agitation semblait se limiter aux villes ; les campagnes paraissent indifférentes à tout cela — or, l'attitude des zones rurales est fondamentale car la majorité des soldats sont d'origine paysanne.*

Personne ne parvient à mobiliser les paysans et c'est vrai que la plupart des soldats sont issus de la campagne. Mais je pense que si un mouvement est assez fort et dispose d'une bonne direction, l'armée peut se diviser.

♦ *Dans une interview parue dans le Wall Street Journal, du 11 février 1992, tu as déclaré que tu étais un trotskyste radical en arrivant en prison, et que c'est là que tu es devenu un marxiste orthodoxe.*

J'utilise la même méthodologie que Marx dans le *Capital* pour analyser la réalité. Cela sert à montrer qu'en Chine il ne peut pas y avoir de transition vers le capitalisme à cause du faible niveau de la production.

Marx insistait sur la question du contrôle de la propriété — de ce point de vue, il n'y a pas de classe capitaliste en Chine.

♦ *Les prisonniers politiques discutaient-ils de questions sociales, comme la situation des femmes ?*

Non, ils ne comprenaient pas ce problème. Le régime stalinien a entraîné des améliorations pour les femmes — elles peuvent travailler et sont plus indépendantes qu'avant. Il y a aussi des femmes dans les mouvements dissidents.

La prochaine étape en Chine, dans un futur proche, sera une étape démocratique. Tout le monde ici pense que le problème n'est pas le stalinisme, mais le socialisme. Les Chinois sont isolés et ne connaissent rien aux problèmes du capitalisme — il veulent un système capitaliste.

♦ *Et Hong Kong ?*

La plupart des journaux et la télévision m'ont interviewé à mon retour. A Hong Kong, le problème c'est que personne ne parle au nom des travailleurs. La classe ouvrière industrielle est en train de s'effondrer — il y avait une classe ouvrière très qualifiée, il y a dix ans, mais de nombreuses industries ont déménagé en Chine. Ces ouvriers sont garçons de café, par exemple.

Il est facile de se rendre de Hong Kong à Guanxi, au sud de la Chine. A cet endroit, la mobilisation du 4 juin 1989 était très faible — les gens du Sud ont la réputation d'être plus intéressés par les affaires que par la politique. L'expérience politique est plus importante dans le Nord. Pékin est le centre de tout — c'est là qu'a eu lieu le premier mouvement de 1976, avec des manifestations pour Chou-en-Lai et le Mur de la démocratie.

J'ai l'intention d'agir dans le mouvement ouvrier de Hong Kong, et de me présenter comme candidat indépendant de gauche, aux élections de 1995.

♦ *Qu'en est-il de ta tournée ?*

Je vais à Londres où je rencontrerai des députés et des militants démocratiques, des groupes de droits de l'homme, des Chinois exilés, etc. J'ai déjà été à Genève voir la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies.

Pour terminer, je voudrais dire que je suis optimiste quant à l'évolution de la Chine ; je suis convaincu qu'il y aura un mouvement de masse très bientôt. ★

Propos recueillis par Colin Meade
Mars 1992

Gitans, immigrés...

Il y a peu de temps encore, l'idée que dans l'Etat espagnol « il n'y a pas de racisme » était partagée par l'immense majorité de la population, y compris au sein de la gauche. On oubliait, bien sûr, près de 500 ans de marginalisation, d'exclusion et de racisme dont souffraient et souffrent toujours les Gitans (la première loi contre les Gitans fut promulguée sous les Rois catholiques, au XVe siècle).

Cette complaisante conscience collective s'est pourtant vue modifiée ces dernières années, avec l'émergence de certains phénomènes.

Paco TORRES



Ainsi, en 1990, on a connu une augmentation des réactions xénophobes et racistes contre les Gitans (expulsion de certains villages et villes, refus de scolarisation de leurs enfants, harcèlement et violences diverses, etc.). De plus, la véritable psychose anti-drogue, développée par les médias et par l'administration (qui sert à légitimer des législations antidémocratiques et répressives comme la récente loi sur la sécurité urbaine) a conduit à une identification entre les Gitans et le trafic d'héroïne.

La présence chaque fois plus importante d'immigrés du tiers monde, principalement maghrébins, sud-américains et d'Afrique noire a développé des réactions bien connues dans d'autres pays européens où existent depuis plus longtemps des communautés étrangères : « Ils occupent des postes de travail », « Ils sont sales », etc. Les immigrés sont aussi accusés du développement de la délinquance (en particulier les ressortissants d'Afrique noire, accusés d'organiser le trafic d'héroïne).

En outre, on assiste à la montée générale des idées réactionnaires et conservatrices, alimentées par le statut même des minorités ethniques : la pauvreté, la marginalisation (et la délinquance qui en est souvent le corollaire) dont souffrent ces groupes ethniques tendent à en faire des cercles fermés, qui renforcent la xénophobie et le racisme.

L'augmentation du racisme et des manifestations xénophobes ont provoqué une sensibilisation et une préoccupation croissante dans les milieux les plus progressistes

de l'Etat espagnol. Cette sensibilisation n'a pas encore donné lieu, pour le moment, à un mouvement antiraciste organisé. Il existe, cependant, diverses initiatives et, comme pour beaucoup d'autres questions, la réalité change selon les régions de l'Etat espagnol.

On peut, en résumé, signaler différentes expériences dans le mouvement antiraciste naissant.

Un mouvement naissant

Ainsi, il existe des organisations qui développent un travail de solidarité et d'aide aux immigrés. Elles sont de divers types : chrétiennes de base (comme les Communautés chrétiennes populaires) ou plus proches de la hiérarchie (comme Caritas, Justice et Paix, etc.), et syndicales (les Commissions ouvrières, en particulier). Avec le processus de régularisation des immigrés sans papiers, s'est développé un travail plus large — divers partis de la Gauche alternative (1) ont participé à des plates-formes unitaires, dans lesquelles un des thèmes était l'antiracisme.

D'autre part, une activité antiraciste de la part d'organisations gitanes est aussi en train d'apparaître. Dans divers endroits, sont nés des groupes qui portent le nom de SOS-Racisme — à Barcelone, à Grenade, en Euskadi, etc. Toutefois si ces groupes portent le même nom, ils n'ont pas de liens entre eux. Leur composition est très diverse (militants de la coalition Gauche Unie-Parti communiste espagnol, IU-PCE, à Barcelone ; plus large ailleurs : chrétiens, Gauche alternative et indépendants qui se rassemblent pour une action de solidarité avec les immigrés) ; ils organisent surtout un travail de propagande et d'explication, d'entraide et de soutien aux immigrés.

Il y a quelques mois, une plate-forme s'est constituée pour l'"Egalité des droits"

Des riches retraités et des "sans papiers"

Il y a près de 800 000 étrangers dans l'Etat espagnol (soit environ 2 % de la population totale), qui se divisent en deux groupes distincts :

- la moitié sont des citoyens de pays de la Communauté européenne et, dans une moindre mesure, des Etats-Unis ou du Canada. Il s'agit surtout de retraités ; ils résident principalement sur la côte méditerranéenne et bénéficient d'un bon niveau de vie ;

- les immigrés provenant du tiers monde. Le nombre d'immigrés sans papiers oscille, suivant les sources — 130 000 pour le gouvernement, 294 000 suivant le dernier rapport de Caritas — organisation de charité liée à l'Eglise — ; le rapport de la Commission européenne sur le racisme et la xénophobie en a recensé 300 000. Le 10 décembre 1991, s'est achevé un processus de régularisation au cours duquel 133 000 demandes ont été recensées. Il doit donc y avoir toujours près de 180 000 immigrés en situation irrégulière. ★

au niveau de tout l'Etat espagnol, à l'initiative de l'Association pour les droits de l'homme, à laquelle se sont associées des organisations chrétiennes, de Gitans, etc. Elle s'est fixée pour but de développer une action sur différents terrains (institutionnel, opinion publique, revendicatif, etc.) qui s'oppose « au racisme et à la xénophobie » affirmant « le droit à l'identité propre ».

Les diverses initiatives ont trouvé un écho relativement important dans la presse et une certaine sympathie auprès de la population. La préoccupation face à une situation qui se dégrade et le refus du racisme ont augmenté — mais c'est encore surtout le fait d'un secteur socialement minoritaire.

Il est difficile de savoir comment se développera le travail antiraciste et, notamment, si ces divers groupes peuvent donner naissance à un mouvement plus coordonné et plus cohérent ou s'ils continueront à travailler de façon dispersée et sans coordination. ★

Barcelone, janvier 1992

1) Organisation issue de la fusion du Mouvement communiste et de la Ligue communiste révolutionnaire dans l'Etat espagnol. Voir Inprecor n° 341 du 22 novembre 1991.

Pari réussi

Derrière le mot d'ordre « *Avec vous* » (Wallonie) et « *Main dans la main* » (Flandre), 120 000 personnes ont envahi les rues de Bruxelles, le dimanche 22 mars 1992. Une marée humaine qui, dans la plupart des cas, arrivait dans des trains bondés à la capitale venant des quatre coins de la Belgique, « *Pour la tolérance, contre l'exclusion sociale et pour la démocratie* », en réaction à la marée noire du 24 novembre 1991, quand les partis d'extrême droite ont réalisé une véritable percée (1).

Vincent SCHELTIES



L'INITIATIVE est venue du mouvement pacifiste flamand qui, dans les années 80, était à la base des manifestations de masse contre l'implantation des missiles nucléaires. A partir d'un appel large, les initiateurs ont réussi à obtenir le soutien de tous les mouvements sociaux. Hugo Ongena, porte-parole de la Coordination flamande pour la paix, VAKA-OCV, et un des organisateurs de la manifestation, déclarait : « *C'est comme si un vieux rêve se réalisait : les mouvements sociaux traditionnels et les nouveaux mouvements sociaux se retrouvent dans un même programme d'action.* »

Les organisateurs veulent continuer sur cette lancée, pour préparer 1994, année où il y aura différentes échéances électorales et où l'extrême droite se retrouvera dans plusieurs villes en position d'arbitre pour la conquête de la mairie (notamment à Anvers, du point de vue socio-économique la ville la plus importante du pays). Selon Ongena « *la date du 22 mars signifie un tournant. Le début d'un nouveau mouvement.* »

Cette démonstration de force est, jusqu'à présent, la plus importante des manifestations antiracistes en Europe. Elle se range dans le « club des 100 000 et plus » avec Paris, Milan et Amsterdam. Ce chiffre était également le but explicite des organisateurs. Sa réalisation semblait possible dès décembre 1991, lorsque les discussions entre les différents mouvements sociaux débouchaient sur une unité large des syndicats, du mouvement pacifiste, écologiste, du mouve-

ment des femmes et des jeunes, et des organisations d'immigrés. Selon la « recette » du mouvement antimissiles des années 80, on a assisté dès lors à la création d'une multitude d'initiatives locales. Les premiers à réagir, après le scrutin du 24 novembre, étaient les étudiants, organisant des manifestations avec plusieurs milliers de participants à Louvain, Gand et Bruxelles. D'autres activités suivaient, allant de comités de quartier ou de villes, jusqu'à la fondation d'un vrai mouvement de citoyens (Charte 91), qui, entre temps, a été imité dans la partie francophone du pays (2).

L'enjeu de la jeunesse

Plusieurs forces, qui depuis longtemps combattent le racisme et le fascisme, étaient critiques par rapport à deux aspects de la manifestation du 22 mars : d'abord la façon dont l'initiative « *Main dans la main* » a été décidée (au sommet, sans impliquer une partie importante du mouvement antiraciste et les organisations de l'extrême gauche) et ensuite, le contenu de la plate-forme, jugée trop superficielle, dans laquelle certaines revendications essentielles étaient absentes. Quoi qu'il en soit, cette large unité était le facteur essentiel et la condition *sine qua non* pour répondre aux racistes et dégager des perspectives, surtout grâce à la participation des deux syndicats.

Malgré ce qu'il y avait (ou ce qui manquait) dans la plate-forme, cette manifestation était clairement profilée contre le racisme, pour l'égalité des droits et contre les partis fascistes (surtout le Vlaams Blok). Il s'agissait d'une vraie fête populaire, comme les manifestations contre les missiles nucléaires : beaucoup de jeunes et d'immigrés, des couleurs, et surtout plein de musique et de danse. Comme la manifestation reposait sur l'implantation et la force de

mobilisation des syndicats et des nouveaux mouvements sociaux, les Flamands étaient plus nombreux que les Wallons ; les mouvements associatifs sont surtout actifs en Flandre... où le score du Vlaams Blok lors des dernières élections dépassait le cap symbolique des 10 %.

Les jeunes étaient la composante la plus importante, la plus colorée et la plus radicale de la manifestation. Présence massive des mouvements catholiques de jeunesse, mais aussi des groupes de musique rap (composés de jeunes d'origine immigrée de la deuxième et troisième génération) et des organisations de jeunesse de l'extrême gauche. Des liens de solidarité et une aspiration commune à l'égalité radicale les rassemblaient. Le combat dans la jeunesse est important, car le Vlaams Blok y puise également la majorité de ses forces militantes. La question-clé est la suivante : qui va gagner cette bataille pour la jeunesse ?

Frémissement syndical

Cette manifestation a montré clairement que le mouvement ouvrier organisé s'est réveillé. Les directions des deux principaux syndicats (la Fédération générale des travailleurs belges — FGTB, social-démocrate — et la Confédération sociale-chrétienne — CSC, démocrate-chrétienne qui organisent ensemble 2,5 millions de salariés) sont entrées de tout leur poids dans le comité d'organisation de la manifestation et ont menée une mobilisation réelle.

D'une part, elles ont voulu incontestablement garder la plate-forme dans certaines limites (pas de droit de vote pour les immigrés, pas de critique explicite du nouveau gouvernement, composé de sociaux-démocrates du Parti socialiste et de démocrates-chrétiens du Parti social-chrétien, qui entretiennent des liens serrés avec « leurs » directions syndicales). Mais, les directions réformistes comprennent aussi qu'il est temps d'agir : le racisme a percé considérablement au sein de la classe ouvrière et à la base des syndicats mêmes. L'insécurité de l'emploi, l'aggravation des conditions de travail, l'absence d'une opposition conséquente et combative de la part des syndicats — pour ne pas parler du manque d'une perspective crédible — font que beaucoup de travailleurs deviennent sensibles à la démagogie de l'extrême droite.

Le soir du 24 novembre 1991, les directions syndicales ont reçu le message : après

1) Sur les résultats des élections parlementaires en Belgique, voir *Inprecor* n° 342 du 6 décembre 1991.

2) La réunion de fondation de la Charte 91, le 8 février à Anvers, rassemblait 1 000 personnes, dont plusieurs personnalités du monde politique, social, culturel et des médias. Selon Charte 91, la montée de l'extrême droite est due à la crise globale de la société. Ce mouvement essaye par conséquent d'engager les citoyens sur la base d'alternatives touchant les différents sujets de société.

Les antiracistes dans la rue

Près de 35 organisations d'immigrés, religieuses et de jeunes, ainsi que des syndicats ont appelé à une grande manifestation nationale antiraciste le 21 mars 1992 à Amsterdam. Selon les organisateurs, près de 100 000 personnes — en particulier des jeunes et des travailleurs immigrés — ont participé à cette manifestation qui était la plus importante depuis les marches de la paix des années 80 ; des groupes fascistes avaient convoqué une contre-manifestation, mais il n'y a pas eu d'incidents.

Le comité d'organisation avait invité le Premier ministre Lubbers pour lui remettre une pétition contre le racisme, ainsi que le président de l'organisation patronale convié à prendre la parole. Même si cela a eu un impact relatif, des organisations de gauche, d'immigrés, des comités locaux et nationaux antifascistes et des forces politiques de gauche, dont le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section hollandaise de la IVE Internationale) et l'organisation de jeunesse Rebel ont appelé, pendant le parcours, à former un pôle d'individus et d'organisations qui dénonçaient la politique raciste du gouvernement envers les réfugiés et les travailleurs immigrés.

Le gouvernement voudrait mettre les réfugiés dans des camps, et poursuivre sa politique d'austérité : voilà les vraies racines du racisme — le chômage des travailleurs immigrés est chaque année plus important, même si les patrons leur ont promis plus d'emplois. Quand Lubbers a reçu la pétition, il a aussi essuyé des tomates et des œufs de la part d'une partie de la manifestation.

Les violences racistes, comme celles qui ont eu lieu en Allemagne et en France, restent encore exceptionnelles — mais ce n'est peut-être qu'une question de temps. Quelques semaines avant cette manifestation, des attaques avaient eu lieu contre des mosquées et des immeubles d'organisations immigrées. Même si le nombre de participants à la manifestation a été un réel succès, il faut maintenant s'efforcer de construire des comités locaux antifascistes et antiracistes sur des bases démocratiques mais qui dénoncent aussi les responsabilités de la politique gouvernementale. ★

la raclée infligée aux partis politiques traditionnels et le discrédit énorme des institutions de la démocratie parlementaire, les organisations sociales savent que c'est elles — avec leur bureaucratie au sommet — qui pourraient bien être la prochaine "victime" dans le champ de tir des fascistes. Les délégations syndicales d'entreprise qui étaient à la manifestation (comme par exemple les Forges de Clabecq, où travaillent beaucoup d'immigrés italiens, ou l'usine de Ford au Limbourg) se sentiront renforcées, après cette démonstration, pour contrer toute discrimination et division au sein de leur usine.

Les élections de 1994

Voilà donc un premier succès. Maintenant que s'ouvrent de vraies perspectives pour contrer la peste brune. Le mouvement qui s'est créé autour de la manifestation doit continuer à se structurer, de bas en haut, en largeur et en profondeur. Pour cela, il faut des nouvelles perspectives de mobilisation (1994 ?).

Mais la discussion sur la plate-forme doit également continuer. Cette plate-forme a prouvé qu'elle pouvait être un levier pour une première manifestation de masse. Il s'agit maintenant de l'utiliser comme base de discussion et de donner leur place à tous

ceux qui sont prêts à s'engager, sans exclusives politiques.

Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra mener la discussion sur un changement de cap face à la politique gouvernementale actuelle et à celle de la direction du mouvement organisé, sans mettre en cause l'unité d'action.

Le gouvernement aura observé la manifestation du 22 mars avec une attention particulière et il en tirera aussi le bilan. La manifestation augmente la pression sur ce gouvernement. Formé après beaucoup de difficultés, il a comme souci principal l'application d'une nouvelle politique d'austérité pour garder la Belgique en tête dans la marche vers l'union politique et monétaire européenne. Cela va entraîner des attaques contre le niveau de vie des travailleurs. Et comme toujours, il n'y aura pas de fonds pour satisfaire les besoins réels des habitants (immigrés et belges) des quartiers urbains délabrés, qui votent en masse pour l'extrême droite. Quelques pas symboliques et un peu de rhétorique ne suffiront pas à endiguer la marée noire. ★

Bruxelles, 13 mars 1992



DANEMARK

Bombe fasciste

Le 16 mars 1992, le local de l'organisation socialiste révolutionnaire danoise, Socialisme international (SI) a été détruit par une puissante bombe. L'explosion, qui a coûté la vie à Henrich Christensen, âgé de 29 ans, a été vraisemblablement l'œuvre des cercles fascistes qui mènent actuellement une campagne raciste et xénophobe contre les travailleurs immigrés au Danemark.

Socialisme international a joué un rôle actif dans le travail antiraciste, avec d'autres organisations telles le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la IVE Internationale), la Gauche socialiste (VS), ainsi que les jeunes de la Gauche socialiste et la Fédération des associations d'immigrés, victimes de menaces et de violences physiques depuis presque quatre ans.

La police danoise a refusé de prendre des mesures énergiques pour mettre fin au climat de peur et de haine perpétré par l'extrême droite et les forces fascistes. Durant l'été 1990, Lubni Elahi, conseillère municipale socialiste de Copenhague d'origine immigrée, a été physiquement agressée par des fascistes. Bien qu'Albert Larsen, leader du groupe nazi De Nationale, ait revendiqué cette agression, la police a refusé de retenir les charges contre lui ou son organisation — ce groupe a également posé une bombe à la mosquée qui est en construction à Copenhague.

Plutôt que de pointer les responsabilités des organisations fascistes dans l'attentat, les médias bourgeois ont profité de l'explosion de la bombe au local de SI pour se lancer dans une campagne calomnieuse contre les victimes elles-mêmes. Les informations télévisées et certains journaux de droite ont suggéré que SI serait compromis dans la fabrication de bombes, en dépit du fait que, toute la politique de cette organisation vise à combattre publiquement le fascisme, en construisant de larges mobilisations antiracistes. ★

Vous pouvez envoyer des messages de solidarité en écrivant à :
Internationale Socialister
Ryegade 8, 3.
DK-8000 Aarhus C.
ou par fax au journal *Den Røde Traad* :
45 33 33 86 56

Une "sale" affaire

CELA fait presque 40 mois que José Ramon Garcia a disparu : plus de 6 000 lettres et télégrammes de nombreux pays sont arrivés à la présidence de la République pour réclamer sa réapparition en vie. Amnesty International a pris, voilà près d'un an, le cas en main et a déjà fait un film pour dénoncer ce crime ; Americas Watch et le Pen Club des Etats-Unis ont présenté cette affaire comme preuve des violations systématiques des droits démocratiques au Mexique.

Depuis le premier jour de sa disparition, le PRT a affirmé qu'il s'agissait d'un cas politique, puisque José Ramon était le principal dirigeant du mouvement populaire de sa ville, Cuautla, Morelos, qui s'est opposé à la fraude électorale orchestrée par le gouvernement mexicain. Les autorités locales et fédérales ont cherché à cacher leurs responsabilités, émettant même l'hypothèse qu'il s'agissait d'une affaire montée par le PRT pour sa propre publicité !

Trois ans après, ce qui était une certitude pour le PRT fut confirmé par les faits. A la fin de l'année 1991, la Commission des droits de l'homme (CNDH) a déclaré que les recherches effectuées par le procureur spécial n'avaient en fait servi qu'à détourner l'attention des véritables raisons de la disparition. Dans le même temps, on découvrait que plusieurs fonctionnaires ou anciens fonctionnaires de la police de l'Etat de Morelos étaient impliqués dans ce cas, et notamment Antonio Noguera Carvajal, chef de la police judiciaire de cet Etat au moment de l'enlèvement de José Ramon Garcia, désigné, depuis le début de l'enquête, par le PRT comme coupable pour avoir caché des preuves et fabriqué de fausses hypothèses.

Le mouvement international de solidarité qui s'est développé pour demander la réapparition en vie de José Ramon a conduit le gouvernement mexicain à proposer que le procureur spécial soit remplacé par une personne désignée par le PRT lui-même. Il s'agit, bien sûr, d'une

José Ramon Garcia Gomez, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale) dans l'Etat de Morelos, avait "disparu" le 16 décembre 1988, 15 jours à peine après l'investiture de Carlos Salinas de Gortari à la présidence du Mexique, après les élections les plus frauduleuses de l'histoire du pays. Aujourd'hui, le gouvernement est obligé de continuer l'enquête sur son sort mais il ne se prive apparemment pas d'organiser des "bavures" meurtrières.

Alfonso MORO

décision politique des autorités qui cherchent à redorer leur image dans le pays et à l'étranger — il existe 500 cas de prisonniers-disparus politiques au Mexique.

L'enquête rebondit

Cette décision du gouvernement mexicain, qui peut paraître inimaginable dans d'autres pays, n'est pas le produit d'un système démocratique. Bien au contraire, elle est

Daniel Estrella, membre de la direction nationale du PRT, comme nouveau procureur spécial. Mais cette organisation a mis toutefois deux conditions : que le procureur spécial ait tous les moyens matériels pour suivre son enquête de façon efficace et correcte, et qu'il ait, ainsi que ses auxiliaires, des garanties suffisantes pour agir en toute autonomie. A partir de là, une série de questions ont commencé à s'éclaircir, et en particulier le rôle des autorités de l'Etat de Morelos, impliquées dès le premier jour dans l'enlèvement de José Ramon Garcia, comme l'ont déclaré certains policiers, aujourd'hui détenus.

C'est dans le cadre de cette enquête, que, vendredi 20 mars, Daniel Estrella et Edgar Sanchez, membre du comité politique du PRT, ainsi que deux agents judiciaires et un membre de la Commission nationale des droits de l'homme se dirigeaient, à bord d'un hélicoptère, vers Corral de Piedra pour rencontrer Antonio Noguera Carvajal, toujours en fuite. Au moment où il s'apprêtait à atterrir, l'hélicoptère s'est écrasé tuant trois passagers — Daniel Estrella et Edgar Sanchez souffrent de multiples fractures.

Les premières informations recueillies dans le village permettent de conclure que l'hélicoptère a été abattu par des coups de feu. Le PRT a exigé la mise en place immédiate d'une commission d'enquête sur les causes de l'accident, en affirmant toutefois que le plus important était l'arrestation de Noguera Carvajal et l'apparition en vie de José Ramon.

Face à ces événements, il est urgent de renforcer la solidarité internationale et d'exiger du gouvernement mexicain :

- une enquête sur les causes à l'origine de l'accident du 20 mars quelles qu'en soient ses conséquences ;
- l'arrestation rapide d'Antonio Noguera Carvajal ;
- l'apparition en vie de José Ramon Garcia Gomez. ★

25 mars 1992

Il faut envoyer des télégrammes avec ces trois revendications, au président Salinas de Gortari, Palacio Nacional — Mexico. D.F. (copie au PRT, Avenida Xola 181, Colonia Alamos, CP. 03400, Mexico, D.F.)